

L'ŒUVRE D'ORGANISATION JUDICIAIRE
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

LES JUGES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 1^{er} Décembre 1920 à 15 heures 1/2

PAR

Émile GIRAUD

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris
Docteur ès sciences politiques et économiques
Diplômé d'Etudes supérieures de Lettres.

Président : M. PIEDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { MM. CAPITANT { *professeurs.*
RIPERT }

PARIS (V^e)

MARCEL GIARD & C^{ie}, Libraires-Éditeurs
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1921

GIRAUD

1

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

L'ŒUVRE D'ORGANISATION JUDICIAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

LES JUGES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 1^{er} Décembre 1920 à 15 heures 1/2

PAR

Émile GIRAUD

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris
Docteur ès sciences politiques et économiques
Diplômé d'Etudes supérieures de Lettres.



Président : M. PIEDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { MM. CAPITANT { *professeurs.*
RIPERT

PARIS (V^e)

MARCEL GIARD & C^{ie}, Libraires-Editeurs
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1921

INTRODUCTION

Pensant, avec les hommes de la Révolution, que la justice est la première dette de la société envers les individus, et croyant qu'à l'heure actuelle les esprits réformateurs doivent encore maintenir au premier rang de leurs préoccupations le souci de l'administration d'une bonne justice, il nous a paru que l'étude de l'élaboration de la grande loi du 16-24 août 1790, première loi d'organisation judiciaire construite par une Assemblée législative française, pourrait être riche d'enseignements.

Il ne faut pas chercher dans cet ouvrage un commentaire ou une analyse de la loi. Un pareil travail qui dépasserait le cadre d'une étude spéciale et précise nous eût exposé à traiter trop de points sur lesquels il nous eût été difficile après tant d'autres de fournir des aperçus nouveaux.

Nous nous sommes proposé simplement de suivre la genèse de cette loi, de rechercher ses origines proches ou lointaines, en essayant de fixer la physionomie vraie des débats d'où elle est sortie. Des colonnes

du *Moniteur* nous avons vu sortir la pensée des constituants, pensée riche en idées, qui résume à la fois la philosophie du XVIII^e siècle et les cahiers des Etats généraux, expression des souffrances et des aspirations du peuple.

A cette étude, nous avons découvert des intérêts divers et puissants.

En premier lieu, il nous a fallu discerner les courants d'opinion qui conduisaient les législateurs constituants lorsqu'ils arrêtaient les plans du nouvel ordre judiciaire, voir comment, sous l'influence de quelles circonstances et de quels hommes, tel système a fait écarter tel autre. A cette tâche s'attachait un intérêt proprement historique : déterminer l'ordre des faits et leurs relations profondes.

Mais cette tâche, pour le juriste, prend une valeur particulière. L'histoire de la genèse de nos institutions judiciaires modernes peut expliquer leurs déficiences actuelles et aider à concevoir plus clairement les moyens de les améliorer. Quand on a compris les raisons qui justifiaient ou tout au moins expliquaient, ce qui fut établi il y a 130 ans, la confrontation des circonstances actuelles avec les circonstances d'alors, fait discerner comment il faut ajouter et retrancher. On aperçoit que tel système jadis institué pour parer à un danger réel, serait maintenant gênant ou superflu, que tel autre dont l'application eût été hasardeuse ou impraticable peut répondre aux besoins présents.

Ainsi l'histoire, qui, mal entendue, autorise la routine de l'esprit, et, sous couleur d'expérience et de tradition, établit la plus oppressive tyrannie du passé, devient, comme elle doit l'être, un admirable enseignement philosophique capable de porter au plus haut point les deux qualités cardinales du législateur comme du juriste : l'esprit de hardiesse et de circonspection. Ces deux qualités trouvent le milieu le plus favorable à leur épanouissement chez celui que les études historiques ont pénétré de l'idée de la relativité des institutions aux conditions sociales. Plus de lois historiques trop simples calquées sur une observation mesquinée des faits : les peuples n'apparaissent plus comme des voyageurs parcourant éternellement le même cercle et retrouvant toujours le précipice ou le rocher au même endroit. Dans la route toujours nouvelle, les obstacles surgissent toujours ; mais ils sont autrement disposés. L'homme d'expérience véritable, l'historien averti le sait. S'il faut avancer toujours au milieu des récifs, il saura changer de direction et se préparer à en changer encore. Pas d'institution nécessaire : vérité en 1790, erreur aujourd'hui, le système de l'élection des juges par le peuple peut être la vérité de demain (nous ne prétendons pas le prévoir, quant à nous, mais nous affirmons que la question est déterminée par des conjonctures politiques et sociales variables).

Au seuil de notre étude il est nécessaire que nous prenions un intime contact avec l'assemblée nationale.

Il n'est pas sans intérêt de savoir que ceux dont la tâche était de régénérer l'ordre judiciaire en même temps que toutes nos institutions politiques, étaient pour la plupart des hommes de loi. En excluant tous ceux, et ils sont en nombre assez appréciable, qui ne se rattachent qu'indirectement à l'administration de la justice : pairs de France, officiers municipaux, ecclésiastiques des officialités, les membres des compagnies judiciaires dépassent le tiers de l'assemblée.

Toute la famille judiciaire est représentée, mais très inégalement. Les anciens parlements, peu populaires, ne voient qu'une trentaine de leurs membres entrer à l'assemblée. Parmi ceux-ci on remarque Adrien Duport conseiller au Parlement de Paris, et d'André, conseiller au Parlement d'Aix, tous deux députés de la noblesse ils se montreront les protagonistes des réformes les plus radicales. Les sièges inférieurs par contre ont fourni un imposant contingent plus de 200 députés. Les avocats sont plus nombreux encore, et dans les travaux préparatoires du Comité de constitution comme dans la discussion générale ils se tailleront une large part. Les rapporteurs des deux premiers projets d'organisation du pouvoir judiciaire présentés dans nos assemblées parlementaires, Bergasse et Thourét, sont des leurs. Egalement avocats, Tronchet et Chabroud, auxquels le prestige de l'expérience et un beau talent permettront de fixer plusieurs fois l'opinion d'une assemblée hésitante et de l'amener même à

contredire ses précédents votes. Robespierre, Barnave, Buzot, Le Chapelier, représentants des partis avancés, interviendront avec une éloquence véhémence ou sarcastique, surtout quand les questions d'organisation du pouvoir judiciaire mettront en cause des intérêts politiques. Quelques notaires, deux procureurs seulement, ont trouvé grâce aux yeux du corps électoral.

Les gens de Loi appartiennent surtout au tiers-état dont ils représentent les trois quarts. Et cet élément par sa valeur, son activité, l'esprit qui l'anime, saura acquérir une influence singulière eu égard à son importance numérique.

Mais la discussion sur l'ordre judiciaire passionne l'Assemblée tout entière et non pas seulement les juristes. Des orateurs sortis d'autres milieux y joueront un rôle de premier plan. Plusieurs fois, l'abbé Maury, Cazalès, élèveront une voix éloquente pour défendre les principes monarchiques et tenter de sauver quelque épave du naufrage des vieilles institutions. Charles Lameth, dont la parole impérieuse révèle le militaire, lutte pour les thèses avancées. L'abbé Sieyès, dont l'imagination ne reste jamais à court, vient exposer un projet d'organisation judiciaire qui un moment faillit être préféré à ceux qu'avaient conçu les juristes.

Que pouvaient valoir, comme législateurs, ces gens de loi qui emplissaient l'Assemblée Constituante ? Taine en parle avec dédain : « La grosse majorité (de l'Assemblée) dit-il, se compose d'avocats inconnus et

de gens de loi d'ordre subalterne, notaires, procureurs du roi, commissaires de terrier, juges et assesseurs de présidial, baillis et lieutenants de bailliage, simples praticiens enfermés depuis leur jeunesse dans le cercle étroit d'une médiocre juridiction ou d'une routine paperassière, sans autre échappée que des promenades, philosophiques à travers les espaces imaginaires sous la conduite de Rousseau et de Raynal. De cette espèce il y en a 373...¹

Ce jugement rend un hommage involontaire à ceux qu'il prétend rabaisser. Taine reproche à ces législateurs d'appartenir à la classe des gens de loi d'ordre subalterne. N'étaient-ils pas par là mieux placés que quiconque pour voir par où péchaient les institutions judiciaires ? N'ayant pas d'intérêt essentiel à les conserver, ils étaient plus enclins à en dénoncer les vices. Vues d'en haut par les hommes qui occupaient d'imposantes magistratures et qu'animaient un esprit de traditionalisme étroit, ces institutions ne pouvaient apparaître clairement dans la souillure de leurs abus, la complication de leur structure. Tous ces vices devaient trouver facilement à leurs yeux des subtiles justifications et les réformes les plus nécessaires rencontraient fatalement des préventions presque invincibles. Taine reproche encore aux gens de loi de l'Assemblée de s'être imbus des idées de Rousseau et de Raynal. Ce

1. *Les origines de la France contemporaine*, Paris, 1878; *La Révolution*, t. I, p. 155.

n'est point ici le lieu de discuter la valeur des conceptions de ces philosophes. Quelqu'idée que l'on en ait, il nous semble excellent que des praticiens versés dans le détail de la vie judiciaire, aient demandé aux penseurs des vues générales et cherché à dégager les principes qui expliquent et dominent les faits. Sans doute ces deux sources d'inspiration : la spéculation abstraite des philosophes et les enseignements d'une pratique un peu terre à terre n'étaient pas des guides infaillibles. Trop frappés des vices patents des institutions, imaginant une perfection inaccessible, ces réformateurs pouvaient être amenés à détruire ce que parfois il eût fallu seulement corriger, et faire surgir des maux nouveaux en détruisant des anciens. Mais vous qui faites vôtres les critiques de Taine, où irez-vous chercher ces législateurs parfaits, formés, par leurs antécédents pour concilier à la fois la hardiesse et la prudence, possédant toute compétence; animés d'un parfait désintéressement, dépris de tout intérêt personnel et de tout esprit de caste ou de corps. Cette dernière qualité, les hommes de la Constituante la possédaient au plus haut point. Ils y ajoutaient un désir ardent de réaliser l'œuvre de régénération nationale, un attachement profond à la vérité, une probité intellectuelle peu commune qui excluait la prévention, l'obstination systématique. Il ne sera pas rare de constater au cours d'une discussion qui trouvait toujours des oreilles attentives et des esprits ouverts aux argu-

ments de l'adversaire, des revirements d'opinion imprévus.

Ces quelques mots encore pour préciser notre sujet et éclairer notre plan. La loi d'organisation judiciaire du 16-24 août 1790 est un vaste ensemble. Pour ne pas fragmenter un sujet dont l'unité ne saurait être brisée sans inconvénient, il était nécessaire d'examiner tous les débats dont la loi est sortie. Cependant, loin de donner à toutes les parties du sujet une égale importance nous avons concentré notre attention sur la question des juges, de leurs pouvoirs, de leur institution. C'est là le point principal de notre étude : quant à l'organisation des tribunaux et du ministère public nous l'avons mise en seconde place.

Notre travail se présente ainsi : Dans une partie préliminaire nous examinons succinctement l'ancien ordre judiciaire et les doléances des cahiers. La deuxième partie intitulée : « l'œuvre de la Constituante » se divise en deux chapitres. Dans le premier sont exposés les systèmes qui furent proposés à l'Assemblée. Dans le second, nous assistons à l'élaboration progressive de la loi. Les trois sections de ce chapitre sont consacrées aux juges. Dans un appendice sont examinées plus brièvement les dispositions de la loi qui concernent le ministère public et l'organisation des tribunaux.

2

PREMIÈRE PARTIE

L'ancien ordre judiciaire - Les cahiers

Les établissements judiciaires de l'ancien régime, avec leur extrême et inutile complication, leurs vices nombreux offrent le spectacle typique d'institutions engendrées au cours des temps par le hasard ou les contingences des besoins et maintenues par la suite sans souci des conditions politiques et sociales nouvelles.

Le premier vice de l'organisation judiciaire était sa complexité. Les tribunaux de toute nature sont innombrables. Il y a une justice royale, une justice seigneuriale, une justice ecclésiastique, une justice municipale dans certains cas.

La justice seigneuriale s'est conservée bien qu'elle

ait perdu sa raison d'être depuis que les juges du roi sont présents sur tout le territoire. Elle comprend trois échelons : la haute, la moyenne et la basse justice. Sa compétence est générale pour toutes les causes civiles et criminelles, en principe seulement, parce que la théorie de la prévention et des cas royaux apporte à la règle de larges exceptions¹. La justice seigneuriale ne juge jamais qu'à charge d'appel, elle est donc parfaitement inutile, elle oblige seulement le plaideur avant d'accéder à un tribunal digne de ce nom à faire les frais d'un premier jugement rendu par un juge sans prestige, sans lumière et d'une intégrité souvent douteuse.

Au-dessus des justices seigneuriales sont les tribunaux royaux de droit commun. Ils comportent aussi trois échelons : En bas les prévôts, châtelains et viguiers qui, malgré la variété de leurs noms ont les mêmes pouvoirs. Ils sont en quelque sorte les juges royaux de première instance. Ils reçoivent l'appel des jugements des juridictions seigneuriales, ils jugent en premier ressort les cas royaux simplement prévotaux. Au-dessus d'eux sont les tribunaux de bailliage, ils reçoivent l'appel des jugements prévotaux, ils connaissent des cas royaux dits « bailliagers » directement portés devant eux. En vertu de l'édit du 12 novembre 1774

1. Guyot, *Répertoire universel de jurisprudence*, Paris, 1784-1785, t. IX, p. 671-762.

ils sont compétents pour juger en dernier ressort les causes dont l'intérêt est inférieur à 2.000 livres.

Au faite de la hiérarchie judiciaire sont placés les Parlements. On en comptait 13 en 1789. Leurs ressorts différaient considérablement en étendue. Le ressort du Parlement de Paris comprenait le tiers du royaume¹. On relevait des disproportions également choquantes entre les ressorts des bailliages, aussi, malgré la multiplication des tribunaux, les justiciables devaient parfois aller chercher un juge loin de chez eux.² Les limites territoriales de tribunaux voisins étaient parfois mal définies, d'où conflits de compétence dont les justiciables patissaient.

A côté des tribunaux de droit commun, il y a les tribunaux d'attributions dont la liste est interminable. Ils provoquent de vives doléances. « De la multitude des tribunaux divers, dit le Tiers de Saint-Sauveur Lendelain, naissent mille incidents sur la compétence; des années se passent avant que le plaideur sache quel sera son juge; il termine sa vie sans que son sort soit décidé, ne laissant à ses enfants que des friches

1. Voir le tableau des ressorts des Parlements. Boiteau, *Etat de la France en 1789*, 2^e édit., Paris, 1889, p. 330.

2. Bridrey, *Cahiers de doléances du baillage de Cotentin*, t. III, p. 86; Bailliage de Saint-Lô, Tiers : « Que le nombre des tribunaux soit diminué, qu'il soit formé des arrondissements plus analogues à l'avantage et à la commodité des justiciables. Sée et Lesort, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, p. 121; paroisse de Saint-Laurent de Rennes : « Que nous ne soyons jamais exposés à nous éloigner de plus de 2 à 3 heures de nos foyers pour aller trouver nos premiers juges » ; *id.*, pa. 145, paroisse d'Etelles; p. 324, Le Pertre.

et des procès qu'ils n'ont plus les moyens de soutenir... »¹. Ces tribunaux d'exception sont de deux sortes : les uns ont une compétence spéciale pour certaines matières, les autres sont compétents pour juger les causes de diverses personnes de rang privilégié. Les tribunaux d'exception de la première catégorie occupent une place importante dans l'ensemble des institutions judiciaires. C'est ainsi que les affaires commerciales vont à des tribunaux spéciaux, les tribunaux consulaires pour le commerce terrestre, les amirautés pour le commerce maritime. Seules les juridictions consulaires échappent au discrédit qui frappe les anciens tribunaux. On voit des cahiers en demander le maintien et l'établissement là où il n'en existait pas encore².

En matière d'impôts et de finances les juridictions sont nombreuses. Il y a la Chambre des comptes, ancêtre de notre Cour des comptes qui a hérité de ses fonctions. La juridiction des trésoriers de France s'occupe de la répartition des impôts. La Cour des aides est la juridiction supérieure en matière d'aides, gabelles, tailles et octrois. Au-dessous d'elle il y a les greniers à sel qui jugent les faux-sauniers, et les tribunaux

1. Bridrey, t. III, Tiers de Saint-Sauveur, 9°. De même, p. 280, Tiers de Mortain; p. 348, Tiers de Tinchebray; p. 470, clergé de Coutances (art. 10); Tiers de Coutances, p. 554 (art. 42). Voir aussi Edme Champion, *La France d'après les cahiers de 1789*, Paris, 1897.

2. Sée et Lesort, p. 79, ville de Vitré; p. 138, La Bouexière; p. 146, Etréles; p. 274, Livré; pa. 360, Chelun.

d'élection. Les traites foraines s'occupent du contentieux des douanes. Les intendants ont aussi dans leurs compétence juridictionnelle une partie du contentieux des impôts. Mais leur compétence en matière d'administration générale est bien plus étendue. Avec le conseil du roi, ils connaissent du contentieux administratif qui est ainsi soustrait aux tribunaux de droit commun quand le pouvoir royal le juge à propos. Le grand conseil, en matière d'administration a également une compétence propre.

Il existe encore des juridictions répressives spéciales, telle est la prévôté des maréchaux, la Cour des monnaies. Pour juger les délits ruraux, particulièrement les délits de chasse, il y a une pléiade de tribunaux qui s'appellent grueries, maîtrises ordinaires, grandes maîtrises, capitaineries royales.

Moins marquants par l'importance de leur rôle, mais plus choquants dans leur principe sont les tribunaux d'exception, qui constituent des juridictions de faveur pour les membres des ordres privilégiés. Les gens de la Maison du roi, les bénéficiaires de lettres de *committimus* ont le droit de plaider, ou, s'ils sont défendeurs, de faire évoquer les causes qui les intéressent devant les requêtes de l'hôtel ou les requêtes du palais.

En vertu du privilège de clergie, dont la portée a beaucoup diminué, les ecclésiastiques relèvent des officialités.

Le grand nombre de tribunaux est préjudiciable non seulement à cause des conflits de compétence qu'il engendre, et de l'inutile et onéreuse complication des institutions judiciaires dont il est la cause, mais il devient tout à fait néfaste du fait de l'application de ce principe que le droit d'appel n'est pas limité. Parfois une cause devra parcourir 4 ou 5 degrés de juridictions avant d'être tranchée par un juge souverain. La modicité du litige elle-même ne fait généralement pas obstacle à l'exercice de l'appel. En matière civile on appelle des sentences du bas ou du moyen justicier au haut justicier. On va du haut justicier selon les cas au prévôt royal ou au tribunal de bailliage, dont les jugements sont réformés par le Parlement. En matière d'eaux et forêts, il y a quatre degrés de juridiction; en matière de tailles, aides et gabelles, il n'y en a que deux¹. Ici, comme ailleurs du reste, aucune règle, mais ce n'est qu'exceptionnellement que le nombre des degrés de juridiction est limité à deux. Avec insistance les cahiers réclament l'adoption du principe des deux degrés de juridiction².

1. Guyot, t. V, *Degrés de juridiction*, p. 40.

2. Sée et Lesort, *Cahiers des paroisses* : p. 109, Saint-Martin-de-Rennes, 15°; p. 137, Bouexières; p. 145, Etrelles; p. 274, Livré; p. 280, Mezières; p. 324, Le Pertre; p. 349, Moutiers; p. 378, La Guerche; p. 391, La Selle Guerchaise; p. 409, Coesmes, p. 419, Martignie-Ferchaud; p. 434, Villepot; p. 460, Visseiche; p. 551, Chateaugiron; p. 589, Domloup : « Nous nous plaignons d'avoir en Bretagne des 4 et 5 degrés de juridiction où se portent successivement les appels ou contredits des sentences rendues en chacune, ce qui nous fatigue, nous ôte tout espoir et nous abat, opère bientôt notre ruine et fait triompher le riche du pauvre de plusieurs manières ».

La composition même des tribunaux ne donnait pas lieu à des critiques moins amères que leur organisation générale et leur distribution. Les charges de judicature étaient érigées en offices. Si au point de vue politique la vénalité, qui assurait au juge, vis-à-vis du pouvoir, une indépendance précieuse, présentait quelques avantages, au point de vue judiciaire elle était défectueuse. Elle donnait à la fortune le pas sur le mérite et le savoir. Les juges, desquels on n'exigeait d'autres conditions que 25 ans d'âge, la possession du grade de licencié en droit et la profession de catholicisme¹ dans les sièges inférieurs principalement, étaient souvent nettement au-dessous de leur tâche. Le système des épices qui faisait rémunérer le juge par le plaideur, était un autre fruit détestable de la vénalité. Onéreuse pour le plaideur, cette pratique pouvait être dangereuse pour l'intégrité du juge; dans tous les cas elle était attentatoire à son prestige et à sa dignité, à raison des soupçons qu'elle faisait naître.

Aussi depuis longtemps la vénalité suscitait la réprobation de tous les bons esprits. Déjà Montaigne la stigmatisait. La Bruyère ne l'avait pas épargnée², Pasquier l'assimilait au trafic des choses saintes. Voltaire l'appelait une « opprobe » et à maintes reprises la cribla de traits acérés³. Les cahiers la dénoncent avec une

1. Guyot, t. IX.

2. La Bruyère, *Discours sur Théophraste*, I.

3. Voltaire, *Histoire du Parlement de Paris*, 5^e édit., 1769, p. 71. Voir également *Commentaire du livre des délits et des peines*.

ardeur égale : « La vénalité des charges de judicature qui fournit les moyens à l'incapacité et à l'ignorance d'acheter le droit terrible de décider impunément de la fortune, de l'honneur et de la vie des hommes, est sans contredit un des plus grands abus qui doivent fixer la sollicitude paternelle de Sa Majesté » ainsi s'exprime la communauté de Mirabeau¹.

Presqu'unanimes pour proscrire la vénalité, les cahiers indiquent rarement le mode de recrutement des juges qu'ils voudraient voir adopter. Quand ils le font, c'est pour recommander le système du concours² quelquefois, mais plus rarement, l'élection³. On voit aussi préconiser le système qui ferait choisir les juges par le roi sur une liste dressée par les états provinciaux qui présenteraient trois candidats pour une place⁴.

La confusion des pouvoirs, autre trait typique des

1. *Archives parlementaires*, t. VI, p. 353. Dans le même sens, t. I, p. 736, clergé d'Amiens; t. II, p. 5, noblesse d'Angoumois; p. 67, clergé de Lectoure; p. 140, noblesse d'Aval; p. 443, clergé du Bourbonnais; p. 772, Tiers de Clermont-Ferrand; t. III, p. 202, communauté de Bouvignies; t. IV, p. 442, paroisse de Clamart; p. 612, village de Jagny; p. 713, paroisse de Mitry; t. V, p. 537, Tiers de Rodez; t. VI, p. 18, clergé de Vic; p. 651, clergé d'Orléans; Bridrey, t. III, Tiers Saint-Lô, p. 87; Saint-Sauveur, p. 152; Mortain, p. 282; Tinchebray, p. 348; Coutances, p. 555; Sée et Lesort, *Cahiers des paroisses*, pp. 121, 196, 224, 359, 377, 420, 425, 467, 525, 561, 604.

2. Sée et Lesort : p. 121, paroisse de Saint-Laurent-de-Rennes; p. 378, Laguerche; p. 419, Martigné-Ferchaud; p. 425, Noyal.

3. Op. cit., p. 525, paroisse de Chaumeré; p. 551, Chateaugiron : « Point de juges imposés aux justiciables, mais des pasteurs civils appelés par la confiance publique, élus à peu près dans la forme des députés aux Etats généraux ».

4. Beaudoin, De l'administration de la justice suivant les cahiers de 1789, *Rev. d'hist. de la Révol. franc.*, t. XVII,

institutions de l'ancien régime, avait peut-être ému les philosophes plus que le peuple des villes et des campagnes. Cependant le souci de réduire le pouvoir judiciaire et de le confiner dans les limites de sa fonction propre, souci qui dominera les hommes de la Constituante n'est pas étranger aux rédacteurs des cahiers¹. Mais cette confusion des pouvoirs n'avait pas lieu qu'au profit du judiciaire, si les Parlements participaient à la puissance législative par leur droit d'enregistrement et l'usage des arrêts de règlement, s'ils participaient à la puissance exécutive en réformant les actes des administrateurs, en donnant à ceux-ci des ordres comme l'eussent fait des supérieurs hiérarchiques, en retour le roi ne se faisait pas faute de s'immiscer dans les opérations des corps judiciaires. Le conseil du roi était le juge suprême du royaume, à la fois juge de cassation, régulateur de compétence comme le tribunal actuel des conflits, et juge souverain statuant au fond dans toutes les affaires dont il avait été saisi après une évocation.

Enfin on réclamait une réforme générale de la procédure, qui permit à la justice d'être rendue d'une façon plus rapide, plus économique et plus sûre².

L'obscurité et la diversité de la législation était

1. Sée et Lesort, *Paroisse de Chateaugiron*, p. 151 : « Point de magistratures colossales alarmantes à la fois par leur esprit aristocratique et par leur esprit de corps ».

2. Bridrey, t. III, p. 198, *Tiers de Saint-Sauveur*; Sée et Lesort, p. 495, *Brie*.

un autre sujet de doléances, on demandait des lois simples et un code de législation unique pour tout le royaume.

La réforme de la justice était demandée par tous les esprits éclairés. Le pouvoir royal fit deux tentatives pour la réaliser. La première, la plus hardie et la plus intéressante fut celle du chancelier Maupeou, en 1771. Par les édits de février 1771¹, la vénalité des charges était supprimée, la justice devenait gratuite, l'immense ressort du Parlement de Paris était divisé. La faiblesse de Louis XVI rendit cette œuvre éphémère. Pour se concilier les Parlements il rétablit l'ancien état de choses, maintenant simplement quelques changements de détail (édits du 12 novembre 1784).

Les Parlements reconstitués se montrèrent ingrats envers le pouvoir royal, autant que mal avisés dans leur opposition mesquine aux réformes entreprises par les ministres de Louis XVI. Celui-ci profita d'un conflit aigu avec le Parlement pour reprendre l'œuvre de réformation des institutions judiciaires. Les édits de mai 1788², par la suppression d'un certain nombre de juridictions d'exception, l'attribution d'une compétence en dernier ressort jusqu'à 20.000 livres aux grands bailliages réalisaient pratiquement la règle du double degré de juridiction. Les justices

1. Isambert, *Lois anciennes*, t. XXII.

2. Isambert, t. XXVIII.

seigneuriales voyaient leur rôle réduit presque à néant. Le Parlement perdait ses attributions politiques. La Révolution éclata. Elle rendit inutiles ces réformes incomplètes qui n'eurent pas le temps d'être appliquées, et elle emporta les obstacles qui s'opposaient à la régénération totale de l'ordre judiciaire.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les systèmes en présence.

C'est un sujet d'étonnement de voir comment l'ancien édifice des institutions judiciaires s'effrondra aux premiers coups portés par la Révolution à sa charpente séculaire. Les Parlements et les autres Cours souveraines, qui avaient résisté avec une arrogance victorieuse aux rois de droit divin, et maintenu contre leur bonne volonté réformatrice, réelle mais intermittente et molle, les anciens abus dont ils vivaient, sentirent d'instinct la puissance révolutionnaire. Ils se firent humbles et conciliants. Cette tactique ne les sauva pas et ils disparurent comme oubliés dans le grand bouleversement des institutions sans qu'aucun évènement marquât leur chute.

Les décrets de la nuit du 4 août, d'un seul coup, ruinèrent les fondements de l'ancien ordre judiciaire : les justices seigneuriales cessaient d'exister, la vénalité des offices était supprimée, la justice devenait gratuite.

Comment maintenant mettre l'organisation judiciaire en harmonie avec ces principes ?

SECTION I.

Le Projet du Comité de constitution.

Le 17 août 1789, Bergasse avait déjà mis au point un projet de réorganisation de l'ordre judiciaire qu'il présentait à l'Assemblée au nom du Comité de constitution¹.

Le rapport de Bergasse contient le fond d'idées communes que professaient tous les esprits qui avaient vu les vices de l'ancienne justice et voulaient la rénovation de l'ordre judiciaire.

Les principes d'une bonne organisation judiciaire étaient la séparation des pouvoirs, la stricte limitation du nombre des tribunaux et des juges aux besoins du service, l'abolition de la vénalité, la participation du peuple à la nomination des magistrats, la gratuité de la justice.

Que proposait d'établir Bergasse ? Dans chaque pro-

1. Pr.-verb. de l'Assemblée nationale. Beaudoin, t. III, n° 52.

vince du royaume il y aurait une Cour supérieure de district. Son ressort se diviserait en un certain nombre de districts pourvus chacun d'un tribunal. Au-dessous de ces tribunaux de district seraient institués des juges jugeant, avec ou sans appel, les causes minimes. A côté de ces tribunaux, on établirait encore des Tribunaux de commerce et des amirautés pour le commerce maritime. En matière criminelle, on jugerait avec le concours du jury.

Quant aux juges, le roi choisirait chacun d'eux parmi trois candidats présentés par les Assemblées provinciales. En principe leur institution serait faite à vie mais au bout d'un certain temps ils devraient obtenir une confirmation.

Bergasse terminait par un hommage aux anciens tribunaux que les innovations faisaient disparaître, il rappelait « combien dans les temps du despotisme, leur courage, leur fermeté leur dévouement avaient été utiles à la cause toujours trop abandonnée des peuples ».

Le plan de Bergasse ne devait pas être discuté. Au Comité de constitution, il fut remplacé par Thouret, avocat au Parlement de Rouen. Esprit vigoureux et clair, réformateur, hardi et prudent, animé du plus pur zèle révolutionnaire, mais prévenu contre les dangers des conceptions idéologiques par son expérience personnelle et son sens de Normand avisé, il jouera dans la discussion un rôle marquant et plus

d'une fois, vaincra par ses interventions opportunes les hésitations de l'Assemblée.

Le 24 décembre 1789, Thouret dépose son nouveau projet d'organisation du pouvoir judiciaire¹, projet divisé en 16 titres.

Le titre I est consacré aux principes généraux de l'organisation nouvelle. Comme Bergasse, Thouret fait résulter la nomination des juges d'une collaboration entre le pouvoir exécutif et le peuple, mais il la conçoit autrement; ce sont les électeurs eux-mêmes et non plus les Assemblées provinciales qui présenteront au roi les candidats entre lesquels celui-ci choisira.

Les titres suivants s'occupent des différentes juridictions. Celles-ci offrent une plus grande variété que celles du projet de Bergasse remarquable par son extrême simplicité.

Dans chaque canton, un juge de paix compétent juge des causes d'un intérêt inférieur à 100 livres. Dans chaque district un tribunal composé de cinq juges, dont la compétence en dernier ressort va jusqu'à 250 livres. Les appels de ce tribunal sont portés selon leur importance au tribunal de département ou à une Cour supérieure de justice. Le tribunal de département est un tribunal de district, dont le nombre des juges est porté à 10. La Cour supérieure de justice

1. Pr.-verb., t. X, n° 239.

est composée de 20 juges, elle a pour ressort plusieurs départements.

Une Cour suprême de révision est placée au faite de l'édifice judiciaire pour assurer la stricte application de la loi.

Thouret prévoit encore quelques juridictions d'attributions : des tribunaux de commerce, et des tribunaux d'administration auxquels irait le contentieux de l'administration et des impôts. Une Haute-Cour nationale jugerait les administrateurs, les juges et les ministres, qui attenteraient à la Constitution.

Comment se recrute le personnel judiciaire ? Le juge de paix est élu par les citoyens actifs de chaque canton. Les juges de district sont élus par un collège composé principalement des électeurs du district : le roi choisit entre deux candidats ainsi désignés par l'élection. On exige des juges de district 27 ans d'âge, un certain nombre d'années d'exercice des fonctions judiciaires, et une fortune personnelle leur permettant de vivre décemment. Les conditions d'éligibilité sont les mêmes pour le tribunal de département. Pour accéder aux Cours supérieures de justice, il faut 30 ans d'âge et une plus longue pratique judiciaire. Les fonctions du ministère public sont remplies auprès de ces tribunaux par des procureurs du roi élus dans les mêmes conditions que les juges.

Dans des observations sommaires Thouret déclare que le Comité tout en suivant les principes du rap-

port de Bergasse se flatte d'avoir trouvé des combinaisons plus favorables à la liberté publique. Quelles sont ces combinaisons ? Le corps électoral remplace les Assemblées provinciales pour la désignation des juges présentés au roi. Le choix de celui-ci est plus restreint, il s'exerce entre deux candidats au lieu de trois. Les appels des tribunaux de district sont portés à un tribunal de département si l'intérêt des litiges ne dépasse pas 3.000 fr. Thouret veut établir des tribunaux d'administration. Ces additions et corrections au projet de Bergasse n'ont, somme toute, qu'une portée restreinte.

La discussion sur la nouvelle organisation du pouvoir judiciaire s'ouvrit trois mois plus tard, le 24 mars 1790. Thouret l'inaugura par un grand discours où il vint présenter les vues du Comité. En débutant il marqua l'intérêt qui s'attache à la question : « Le pouvoir judiciaire est celui des pouvoirs publics, dont l'exercice habituel aura le plus d'influence sur le bonheur des particuliers sur le progrès de l'esprit public, sur le maintien de l'ordre politique et sur la stabilité de la Constitution ». Ainsi pense l'Assemblée qui voit dans la réorganisation du pouvoir judiciaire à la fois une question politique et une question d'administration d'un intérêt capital l'une et l'autre. Et Thouret indique ce qu'il faut avant tout proscrire. Il évoque les abus sur lesquels reposaient l'ancien ordre. C'est d'abord la patrimonialité, de tous ces

abus « le plus bizarre et le plus malfaisant ». Les cinq premiers articles du projet en font justice, consacrant comme « maximes inaltérables » l'élection des juges, l'abolition de la vénalité, la gratuité de la justice. Le second abus, c'est la confusion des pouvoirs, qui faisait du pouvoir judiciaire un émule de la puissance législative et un rival de l'administration. Cet empiètement était presque nécessaire quand le pouvoir judiciaire était la seule barrière opposée au despotisme, mais maintenant il n'aurait plus l'ombre d'une excuse. Le troisième abus, c'est « la souillure des privilèges ».

Peut-on en proscrivant ces abus conserver l'ancien ordre ainsi purifié et réformé ? Thouret répond immédiatement par la négative. L'ancien ordre judiciaire ne répond à aucune des exigences d'une bonne justice : les tribunaux multipliés à l'excès sont répartis sans aucun souci de l'intérêt des justiciables. Les juges qui ont tous acquis par succession ou achat « le terrible pouvoir de juger » seraient amenés par une fatalité irrésistible à conspirer contre l'ordre nouveau. Il faut donc ne laisser subsister « aucun rejeton vivace du tronc inconstitutionnel » que l'Assemblée a abattu : « L'esprit public n'a pas de plus dangereux ennemi que l'esprit de corps... et il n'y a pas de corps dont l'esprit et la hardiesse soient plus à craindre que ces corporations judiciaires qui ont érigé en principes tous les systèmes favorables à leur domination ».

Voici les principes dont il faut s'inspirer pour recons-

truire : 1^o les tribunaux doivent être juste aussi nombreux que l'exige la nécessité du service et assez rapprochés des justiciables pour qu'il n'ait pas à faire de longs déplacements ; 2^o sauf le cas où l'intérêt de la cause est très modique, il doit y avoir deux degrés d'appel, mais jamais plus de deux.

Ces principes posés, Thouret indique comment il les a appliqués. Nous connaissons l'économie de son projet. A la base de la hiérarchie judiciaire il place le juge de paix, sorte de juge patriarcal, tranchant les litiges simples et de peu de valeur ; « c'est l'homme des champs qui trouve dans son expérience des règles de décision plus sûres que la science des formes et des lois n'en peut fournir aux tribunaux sur ces matières ». Au dessus est placé le tribunal de district devant lequel sera portée la généralité des causes. En aucun cas Thouret ne veut plus d'un tribunal par district car si on mettait « le besoin de plaider au niveau des premières nécessités de la vie » on couvrirait la France de tribunaux et on favoriserait « la fureur de plaider... un des fléaux les plus destructeurs de la prospérité des familles ».

Thouret fut applaudi à maintes reprises¹, l'Assemblée ordonna l'impression de son discours. Une voix s'éleva pour défendre les anciens tribunaux, celle de Cazalès. L'orateur de la droite rappela les servi-

1. *Le point du jour*, n^o CCL II.

ces qu'avaient pu rendre les Parlements au cours de leur longue existence, il dit l'aide qu'ils avaient fournie à la monarchie dans sa lutte contre l'aristocratie féodale, plus tard ils avaient dressé contre l'arbitraire royal la seule barrière devant laquelle il eût dû s'arrêter; à la différence des Cours de justice anglaise ils s'étaient toujours refusés à servir les caprices de l'autorité. Seuls ils étaient assez puissants appuyés sur cette glorieuse tradition, pour s'opposer à la fois aux fureurs du peuple et aux efforts des tyrans. Il y avait bien une part de vérité dans ces éloges exagérés¹, mais l'Assemblée savait, la cause était déjà entendue. Ce plaidoyer écouté avec quelque impatience², fut une oraison funèbre. Maladroitement mise en demeure de se prononcer, l'Assemblée décréta que l'ordre judiciaire serait reconstruit en entier.

SECTION II

Les systèmes de Duport et de Chabroud.

Thouret triomphait presque sans combattre des partisans de l'ancien état de choses que Cazalès avait défendu sans espoir. C'est du côté des partisans de

1. Voir de Tocqueville, *L'Ancien régime et la Révolution*, 8^e édit., p. 472 et 473.

2. *Journal des Débats*, n^o 220.

la transformation totale qu'il allait trouver des adversaires considérables. Pour une partie de l'opinion le projet du Comité par sa timidité rappelait trop le passé, et tout de suite l'Assemblée fut saisie d'autres plans qui s'inspiraient d'idées assez différentes.

Tel est le projet de Duport. Ce dernier, à la séance suivante, prend la parole pour soumettre les vues du Comité à une critique sévère¹. Logicien impeccable, Duport reproche d'abord à Thouret d'avoir bâti un plan sans indiquer les principes dont il était parti, puis considérant le plan lui-même, il déclara : « Tous les défauts de l'ancien régime et les principes de corruption qu'il renfermait sont conservés et étendus ». Sans s'attarder à critiquer les unes après les autres les créations du Comité, Duport aborde l'exposé de son système. Au préalable il définit les conditions que doit remplir une bonne justice. Il faut « qu'elle soit facile, prompte et impartiale, que loin de favoriser la chicane et la mauvaise foi elle détruise ces deux fléaux », il faut encore « que les juges soient éclairés, et sans être craints, fassent respecter leurs décisions, que ces juges ne puissent rien contre la liberté publique ». Pour obtenir ce résultat, Duport propose un système qui se caractérise ainsi : des jurés au civil et au criminel, au lieu de tribunaux sédentaires, des juges ambulants tenant des assises périodiques,

1. Baudoin, t. XVI, n° 245 ; *Principes et plan sur l'établissement de l'ordre judiciaire*, par M. Duport.

des grands juges pour tout le royaume qui réviseraient les jugements.

Pour mettre en évidence l'utilité de ces institutions, Duport entreprend de minutieuses démonstrations. La mission du juge est de procurer aux individus l'application des lois civiles, c'est-à-dire de celles qui, à la différence des lois politiques, règlent les rapports des individus entre eux. Les juges ortent de leur rôle, soit qu'ils suspendent l'exécutions de la loi, soit qu'ils en modifient le sens par des règlements généraux. Si l'on veut éviter ces funestes résultats ils faut rejeter l'idée d'un pouvoir judiciaire, idée dangereuse, parce qu'elle donne au juge un ascendant superflu pour lui permettre de juger des différends entre citoyens « honorable et sainte fonction qui semble placer ceux qui la remplissent dignement au-dessus de l'humanité même ». Mais rien n'assure encore qu'une justice impartiale et juste procurera aux individus une stricte application de la loi, à défaut de laquelle la liberté n'est plus qu'un mot. Une analyse de l'opération du jugement va le faire comprendre : un jugement n'est jamais une interprétation théorique de la loi, mais l'application de la loi à un fait déterminé. Il suit qu'avant de juger il faut déterminer le fait, sans cela le jugement est impossible. Tout jugement en réalité comprend deux jugements successifs : le premier, détermine le fait ; le second, lui applique la loi. « Tous les raisonnements toutes les considérations, dit Duport, viendront tou-

jours se briser contre cette vérité indispensable... base essentielle de son système ». Jusqu'à présent, Duport n'avance que des choses incontestables, la distinction du fait et du droit est tellement nécessaire qu'avant d'avoir établi la théorie d'un jugement les premiers juges dignes de ce nom avaient été amenés à la respecter en pratique. Mais nous voyons le parti que Duport va en tirer pour sa démonstration. Le jugement du fait et celui du droit ne doivent pas seulement être distingués intellectuellement, il faut encore les confier à des personnes différentes, et à des personnes n'appartenant ni à la même classe ni au même état. En effet, le juge qui aura lui-même examiné le fait ne pourra plus ensuite, quelle que soit sa bonne volonté, appliquer la loi avec impartialité. A son insu, il aura déjà conçu un préjugé favorable ou défavorable à la partie en cause, et il sera amené naturellement à équivoquer sur le sens de la loi pour en régler l'application selon son sentiment personnel. Au contraire des hommes qui ignorent les parties et dont la seule mission est d'appliquer la loi à une espèce à la fois claire et impersonnelle, rendront une sentence franche et naturelle conforme à l'esprit de la loi. Si l'on confie le jugement du fait et le jugement du droit à des individus différents mais de même corps et de même état, le résultat ne sera pas atteint encore, car ces hommes unis par des intérêts communs, imbus des mêmes préjugés, en

viendront encore à plier les faits et les principes à leurs systèmes.

Il faut donc des jurés au civil et au criminel. Si l'absurde complexité des lois « origine des juges » et « origine de tous les abus » ne permet pas de prendre les juges indistinctement parmi les citoyens, pour l'appréciation du fait, qui n'exige pas de connaissances particulières, il faut en revenir aux idées primitives, au jugement des citoyens. Les jurés, grâce à la très large faculté de récusation qui pourra être accordée aux parties, se rapprocheront « du caractère sublime et touchant des arbitres ». La fonction de juré fera l'éducation du citoyen, et l'empêchera, quand il en aura la tentation, d'engager à la légère un procès.

Condition de la justice dans les jugements, l'institution du jury est encore nécessaire à la sauvegarde de la liberté publique que le pouvoir judiciaire menace dangereusement. C'est qu'en effet, tandis que le pouvoir législatif n'agit que sur la masse du peuple, « le pouvoir judiciaire saisit l'homme individuellement et agit sur lui avec toute la force publique ». Quoi que l'on fasse, la responsabilité du juge restera une garantie illusoire, le salut ne peut être que dans l'application de ce grand principe « que tous les pouvoirs sont établis pour le peuple et par le peuple, qui ne doit déléguer que ceux qu'il ne peut exercer lui-même ». Le peuple doit donc, puisqu'il le peut, retenir cette « base du pouvoir judiciaire, celle qui consiste dans

l'éclaircissement des faits ». Le peuple, devenu partie intégrante du pouvoir judiciaire, n'aura plus à craindre alors les entreprises de ce pouvoir sur la liberté, le jugement par juré deviendra « le boulevard de la liberté individuelle ».

Il y aura donc des jurés et des juges. Les juges seront institués par le peuple, dit Duport, c'est une question entendue. Il concède qu'il faudra exiger des candidats aux fonctions judiciaires des garanties de compétence, car si tout homme est bon pour éclaircir un fait, pour appliquer la loi, il faut des connaissances particulières, une certaine tournure d'esprit, de l'expérience. Mais il repousse l'inaMOVibilité que le Comité veut établir et qui tendrait à soustraire les juges à l'influence du peuple. Les juges qui une fois élus, ne devraient plus descendre de leur tribunal, formeraient bien vite une classe à part et concevraient des idées de supériorité contraires à l'esprit de justice. On objecte en faveur de l'inaMOVibilité que la science des lois est compliquée et obscure et que le juge doit rester longtemps en fonctions pour bien posséder son art. Ici « l'effet réagit puissamment sur la cause, s'il faut des juges à vie pour des lois obscures et multipliées, d'un autre côté tant que vous aurez des juges à vie, des juges exercés et des tribunaux permanents... vous n'aurez jamais de lois claires et simples. »

L'institution de tribunaux sédentaires et permanents est encore condamnée par Duport. Les juges séden-

taires sont proches des parties, ils subissent les mouvements de l'opinion locale. Il est à craindre que juges et jurés, recrutés dans les mêmes lieux voient les choses sous le même angle et ne manquent d'impartialité. Ce danger n'existera plus quand les juges étant étrangers du lieu, posséderont cette impartialité moins méritoire, mais plus commune « qui vient de l'indifférence sur les personnes et sur les objets de leurs controverses ». Si l'on adopte le système des juges ambulants, tenant des assises temporaires, on supprime par là les tribunaux qui seront toujours des foyers de chicane, et quelques précautions que l'on prenne, menaceront toujours la liberté publique.

Dans le système de Duport il n'y a pas de place pour l'appel, institution féodale « transmise par le temps, reçue par la paresse et employée par l'habitude » qui ne résiste pas à une critique philosophique. Pourquoi, en effet, le second jugement serait-il meilleur que le premier ? Avec les jurés, du reste, l'appel ne se conçoit même pas. Outre que les jurés offrent toute garantie d'impartialité et d'exactitude, il y a ce fait qu'ils sont, non un pouvoir constitué mais le peuple lui-même. A qui en appellerait-on du verdict du peuple ? Quant à l'application de la loi, elle peut donner lieu à des erreurs, mais c'est par la voie de la Cassation et non de l'appel que ces erreurs doivent être adressées.

L'institution de juge de paix, seule de toutes les créations du Comité, trouve grâce aux yeux

de Duport. Encore la conçoit-il, non comme un tribunal, mais comme un organisme d'arbitrage et de conciliation.

Des jurés au civil comme au criminel, des juges élus par le peuple et à temps; point de tribunaux, mais des juges itinérants, tenant des assises périodiques, voici l'anatomie sommaire du système de Duport. Il va nous le présenter en action. Dans une ville de chaque district se tiendront deux officiers de justice. A tour de rôle, chacun d'eux remplira cette double fonction de préparer les affaires destinées à être jugées à la session d'assises, de rendre des jugements sur les matières urgentes. N'est-ce pas une sorte d'embryon de tribunal permanent que par la force des choses Duport se trouve amené à établir avec cet officier de justice qui juge en cas d'urgence ? Celui-ci jugera seul : « Il est toujours préférable, dit Duport, de confier à un seul homme l'exercice des fonctions difficiles, c'est la seule manière d'établir une véritable responsabilité des agents de l'autorité ».

L'autre officier de justice ainsi maintenu disponible, quatre fois par an ira se joindre à d'autres officiers de justice, délégués comme lui par les divers districts d'un certain ressort territorial, ils se diviseront en sections dont le sort fixera la composition et ils iront tenir des assises dans toutes les villes du ressort excepté celle de leur résidence. Ils jugeront en ces assises les affaires sur lesquelles les jurés auront préalablement statué.

Pour assurer l'unité d'action de la loi dans tout le royaume, on instituera encore des grands juges sans qu'aucune idée de supériorité soit attachée à cette qualification. Les grands juges, au nombre de 48 pour toute la France, seront nommés par les départements. Ils se diviseront en sections qui dans 20 chefs-lieux de justice, tiendront deux assises par an. Ils jugeront si la loi a été correctement appliquée et si les formes ont été bien observées dans les jugements portés par les parties à leur examen. Dans la négative ils renverront la cause devant une session de juges d'assises. Les grands juges de Duport sont des juges de Cassation.

Duport revient aux jurés pour les louer encore, puis il termine par une considération de philosophie politique visant ceux qui préfèrent aux transformations radicales des réformes successives qui s'enchaînent les unes aux autres. On a dit : pour établir les jurés, il faudra changer promptement toute la procédure civile et criminelle, changer les lois. « Heureuse nécessité », reprend Duport, qui ajoute : « Les révolutions sont des occasions rares pour opérer les réformes profondes des institutions, ne comptez pas sur le progrès des lumières pour continuer une œuvre commencée et tirer les applications successives des principes solennellement proclamés : la routine a tôt fait de reprendre son empire, les intérêts particuliers se ressaisissent et opposent des obstacles sournois et puissants aux efforts des réformateurs. »

L'Assemblée, dont Duport avait, dès le début, captivé l'attention, ne lui ménagea pas ses applaudissements. On décréta l'impression de son projet¹.

Une discussion s'engagea pour savoir auquel des projets de Duport ou de Thouret on donnerait la priorité. On décida simplement que la discussion continuerait.

Chabroud vint exposer des vues très voisines de celles de Duport et malmener le projet de Thouret : « Je me suis demandé, dit-il, si la nation avait voulu l'abolition d'un antique édifice pour la ridicule satisfaction de détruire et de réédifier dans le même cadre. Le pouvoir judiciaire si redoutable pour la liberté publique et individuelle le remplit d'effroi, aussi ne veut-il point de tribunaux permanents où l'esprit de corps se retranche comme dans « une citadelle menaçante ». En même temps que les tribunaux permanents, disparaîtra cette routine particulière qu'est la jurisprudence et au moyen de laquelle le sens de la loi est faussé, son action paralysée. On ne connaîtra plus « cet état de plaidoirie continuelle et journalière » qui fait que des milliers de praticiens vivent « en cultivant comme un patrimoine les différends des citoyens » et que des milliers de plaideurs couvrent les chemins pour aller trouver leur ruine.

Chabroud est encore d'accord avec Duport pour

1. *Moniteur* du 31 mars 1790; *Journal des Débats*, n° 226-227.

réclamer l'établissement du jury au civil comme au criminel. Par ce moyen on assure le respect de la loi, autrement « quand le fait et le droit sont confondus, le juge ajuste le fait pour la loi : il le manie, il le ramène à ses idées... » Et puis instituer le jury, c'est restreindre « le pouvoir effrayant du juge ». Et comme le despote divise pour assurer son empire de même la liberté doit atténuer en les divisant les pouvoirs qui la menacent.

Chabroud relève encore quatre vices dans le plan du Comité : la participation du roi à la nomination des juges, l'immovibilité de ceux-ci, l'appel avec des tribunaux hiérarchisés, la diversité des compétences.

Si les juges doivent en quelque mesure leur institution au pouvoir exécutif il est à craindre qu'ils n'aient pour lui une complaisance funeste ; le despotisme en effet n'est jamais plus redoutable que quand il s'appuie sur les tribunaux et masque ainsi ses entreprises d'une apparence de légitimité.

L'immovibilité n'est pas une erreur moins grave. Elle est indéfendable dans son principe : il faut la confiance du peuple pour être juge, et un juge pourrait la perdre sans cesser d'être juge. Elle est toujours fâcheuse dans ses effets : « ... la vertu même a besoin d'être aiguillonnée ; si elle ne se corrompt pas, elle peut s'endormir dans la paresse ».

L'appel et la hiérarchie des juridictions est une autre institution néfaste. Si l'on suppose que le juge

d'appel est le plus éclairé, que l'on envoie le plaideur directement devant lui¹. Le second degré de juridiction n'est « qu'un secours donné par la loi même à la mauvaise foi... une caresse faite à la chicane... une barrière mise entre la justice et le faible qui en a besoin ». C'est encore un moyen de constituer avec des tribunaux pleins de l'idée de leur supériorité, des corporations puissantes, de la hardiesse desquelles tout est à craindre.

La diversité des compétences est un des plus grands maux de l'ancien ordre judiciaire. Il ne faut pas le perpétuer : une juridiction unique, compétente pour le jugement de tous les litiges, doit être instituée.

Le succès de Chabroud fut considérable.² Son discours eut les honneurs de l'impression, lui aussi.

Cet enthousiasme provoqué dans l'Assemblée par des orateurs proposant des systèmes opposés montrait que ses conceptions sur la réorganisation de l'ordre judiciaire étaient encore flottantes. Presque unanime pour condamner l'ancien ordre qu'elle avait détruit, généralement d'accord sur le but à atteindre et les principes à affirmer elle hésitait sur les moyens à adopter.

Pouvait-on sans faire naître le danger d'un pouvoir judiciaire trop puissant, obtenir une bonne justice en suivant Thouret qui établissait un ordre de

1. Condorcet, *Essai sur la constitution et les fonctions des Assemblées provinciales*, t. VIII, p. 504.

2. *Moniteur* du 1^{er} avril 1790.

tribunaux permanents et hiérarchisés avec des juges à vie institués par le peuple avec la participation du roi ? Ou bien pour rendre impossibles et la partialité des juges et les entreprises des corps judiciaires, fallait-il aller aux solutions extrêmes de Duport et de Chabroud qui supprimaient les tribunaux, faisaient participer le peuple lui-même à l'administration de la justice et ne laissaient qu'un pouvoir amoindri à des juges nommés à temps par le peuple seul et isolés les uns des autres ?

Barère de Vieuzac trouva un moyen heureux de permettre à l'Assemblée de retarder sa décision. Il proposa que sans donner la priorité à aucun projet on adoptât un plan de travail composé d'un certain nombre de questions qui seraient discutées et résolues successivement. Sa proposition fut adoptée. Voici les questions que l'Assemblée devait résoudre avant d'aborder l'examen d'un projet détaillé d'organisation du pouvoir judiciaire.

- 1^o Etablira-t-on des jurés ?
- 2^o Les établira-t-on en matière civile et criminelle ?
- 3^o La justice sera-t-elle rendue par des tribunaux sédentaires ou par des juges d'assises ?
- 4^o Y aura-t-il plusieurs degrés de juridiction ou bien l'usage de l'appel sera-t-il aboli ?
- 5^o Les juges seront-ils établis à vie ou seront-ils élus pour un temps déterminé ?
- 6^o Les juges sont-ils élus par le peuple ou doivent-ils être institués par le roi ?

7° Le ministère public sera-t-il établi entièrement par le roi ?

8° Y aura-t-il un tribunal de Cassation ou de grands juges ?

9° Les mêmes juges connaîtront-ils de toutes les matières ou divisera-t-on les différents pouvoirs de juridiction pour les causes de commerce, de l'administration, des impôts et de la police ?

10° Etablira-t-on un Comité chargé de présenter à l'Assemblée un travail sur les moyens d'accorder les principales dispositions des lois civiles et criminelles avec l'ordre judiciaire ?

Nous suivrons dans notre étude l'ordre de ces questions. Mais au lieu d'examiner ensuite les divers titres de la loi du 16-24 août 1790 dont la discussion et le vote prirent place après la discussion des questions générales, en même temps que nous verrons comment fut résolue chacune des questions ci-dessus, nous verrons comment fut appliqué et développé par la loi, le décret de principe qui la tranche.

CHAPITRE II.

Les solutions adoptées.

SECTION I.

Les pouvoirs des juges. — Le rejel du jury civil.

Y aura-t-il des jurés ? Les établira-t-on en matière civile comme en matière criminelle ? Sur ces questions fondamentales de l'organisation judiciaire la discussion qui fut ardente, n'occupa pas moins de neuf séances.

Sur un point on était généralement d'accord, le jury criminel n'avait quederares opposants. En matière criminelle, dit Prugnon¹, ceux qui refusent les jurés n'ont pour eux que les bourreaux, mais il s'empresse d'ajouter, parlant du jury civil : « Le sol de la France n'est pas préparé pour recevoir cette plante native

1. *Moniteur*, séance du 5 avril, t. IV, p. 47.

d'Angleterre et transportée en Amérique. Commencez par réformer vos lois, votre code d'instruction criminelle : créez une éducation nationale, faites des hommes propres à cette institution. »

C'est l'opinion de bon nombre de membres de l'Assemblée; le jury civil leur apparaît comme un idéal dont la réalisation n'est pas encore possible, ils repoussent son adoption immédiate en réservant l'avenir. D'autres vont plus loin dans leur opposition : le jury civil est à leurs yeux, une institution dont les avantages sont illusoires et dont l'application se heurtera toujours à des difficultés considérables, à raison de l'étroite connexion du fait et du droit « Tous les actes de la société civile, dit Mougins de Roquefort, réunissent intimement le fait et le droit, vouloir que l'on sépare l'un de l'autre, cesserait exiger que l'on séparât la pierre et le ciment. »

Thouret va prononcer un long discours pour faire rejeter le jury civil. C'est un réquisitoire plein d'adresse et de modération, bien fait pour emporter l'adhésion de ceux qui tout en chérissant la conception du jury, hésitent en présence des difficultés de son application au civil. Après avoir déclaré que la nécessité du jury criminel était tellement évidente qu'elle n'avait pas besoin d'être démontrée, Thouret ajoute : « Je désire vivement que le juré puisse être admis par la suite pour toutes les matières civiles... mais je pense que le

moment n'est pas venu d'en faire un établissement général. C'est même par intérêt pour cette institution que je suis retenu dans cette opinion, persuadé que nous risquons de perdre pour jamais la jouissance du juré, si nous voulons en ce moment la précipiter ». Thouret développe des vues d'opportunisme politique. Il faut que les institutions s'adaptent à l'état des peuples. L'institution des jurés convient seulement à une législation « réduite aux derniers termes de la simplicité » ; or, notre législation est très compliquée ; sans doute il convient de simplifier les lois et d'éclaircir le droit, mais il faut bien se garder d'exagérer les résultats à attendre de ce travail. En effet, observe judicieusement Thouret « chez une grande nation riche, active, industrielle, et où la civilisation parvenue à sa dernière période développera sans cesse les combinaisons infinies qui agitent et croisent les intérêts, on aura beau vouloir simplifier la législation, il est impossible qu'elle ne soit pas toujours la matière d'une science étendue, et que la juste application des lois aux cas particuliers ne soit pas un talent difficile, fruit tardif de l'étude et de l'expérience réunies. » A la simplification des lois il faudra encore ajouter un changement des mœurs et les bienfaits d'une éducation nationale, pour que le jury puisse trancher les procès civils devenus moins nombreux et moins compliqués. En attendant, la justice ne peut servir de champ

d'expérience, car elle touche de trop près la fortune et l'honneur des individus.

Mais la justice peut parfaitement fonctionner sans le jury civil dont on a vanté exagérément les avantages. Sur ce sujet il y a beaucoup à rabattre. On se place à divers points de vue. Au point de vue politique d'abord. En Angleterre, le jugement par juré est considéré à juste titre comme un boulevard de la liberté; mais en Angleterre les juges sont nommés par le roi tandis qu'en France ils seront élus par le peuple. A un autre point de vue les jurés donnent-ils une justice plus juste ? L'expérience oblige à déchanter : les publicistes anglais reprochent aux jurés de nombreux défauts : l'ignorance, l'inexpérience, l'absence du tact que seule donne la pratique des affaires, et surtout une propension presque invincible à partager les préjugés et les passions populaires.

Le juré civil est-il, comme on le prétend la sauvegarde de la liberté individuelle ? On s'abuse en le croyant. Seul est redoutable le juge criminel qui armé de la « terrible puissance du glaive » dispose de la vie et de l'honneur de ses concitoyens. Aussi, en matière criminelle l'établissement du jury ne peut être différé. Il y a encore une autre raison très forte qui rend cet établissement nécessaire « c'est qu'autant le long exercice est utile pour former un bon juge au civil, autant l'habitude de juger au criminel y rend moins

propre en détruisant les qualités morales nécessaires pour cette délicate fonction... Examinez un jeune magistrat commençant sa carrière, il est inquiet, hésitant, minutieux jusqu'au scrupule, épouvanté du ministère qu'il va remplir, lorsqu'il doit prononcer sur la vie de son semblable... Voyez-le dix ans après, il est devenu insouciant et dur, se décidant sur les premières impressions, tranchant sans examen sur les difficultés les plus graves, croyant à peine qu'il y ait une distinction à faire entre un accusé et un coupable... » Mais lorsqu'il s'agit de causes civiles, la question est tout autre : seuls des intérêts pécuniaires sont en jeu l'influence du juge est beaucoup moins grande, et l'on peut penser que la satisfaction de bien juger et le désir d'être estimé suffiront à maintenir le juge dans la voie droite.

Et Thouret conclut qu'il faut différer l'établissement du jury civil jusqu'au jour où sans révolution et sans heurt il viendra s'insérer de lui-même dans l'organisation du comité.

La sagesse et l'opportunisme de Thouret dans ce discours furent peu goûtés par l'opinion avancée¹. Il

1. *Le Point du jour*, n° CCLXIV : « M. Thouret a exposé des vues plus modérées que constitutionnelles... la raison et la justice, quoi qu'éternelles, n'ont sur la terre qu'un règne court et passager. Les nations n'ayant qu'un instant pour les établir d'une manière durable, c'est cette occasion qui peut-être ne renaitra jamais, que le préjugé couvert du masque de la sagesse, voudrait nous faire perdre en nous opposant des difficultés d'exécution ».

n'en fit pas moins un grand effet sur l'assemblée qui ordonna l'impression¹.

Barnave critique avec véhémence la distinction que Thouret a établie au point de vue de leur importance entre les causes civiles et les causes criminelles. S'il faut que la justice soit impartialement rendue au criminel, il n'y a pas un moindre intérêt à ce qu'elle le soit également au civil. Dans le premier cas il s'agit de la vie et des souffrances des hommes, dans le second, de leur fortune et de leur honneur. Il y aurait même presque plus à craindre d'une mauvaise justice civile parce que les causes civiles sont plus nombreuses. Et, fort applaudi aussi,² il déclare que le principe de l'établissement du jury au criminel et au civil doit être proclamé immédiatement, sauf à différer quelque temps son application en matière civile.

Ch. Lameth, Robespierre, Rœderer viennent défendre le jury civil. Proposer le jury criminel et rejeter le jury civil, dit Lameth, reprenant l'argument de Barnave, c'est tenir au peuple ce langage : « Nous voulons bien vous laisser le droit de défendre votre vie, mais votre fortune est une branche du commerce que les villes ne veulent pas laisser aux campagnes. »

Lorsqu'on parle de l'impossibilité de trouver des jurés capables de remplir convenablement leur fonction, on oublie leur rôle véritable et sa simplicité.

1. Pr.-verb., t. XVII, n° 252.

2. *Moniteur*, séance du 6 avril.

« Voici, dit Robespierre, un litige soulevé par une vente. Quelle est la nature de la vente ? C'est une question qui incombe aux juges seuls. La vente a-t-elle eu lieu ? c'est une question que le jury résoudra. Peut-on prétendre qu'il en soit incapable ? C'est qu'alors le bon sens et la raison seraient le privilège des hommes portant une certaine robe ». Du reste, dit Rœderer, les avocats au cas où une difficulté se présenterait, n'apporteront-ils pas la lumière aux jurés comme ils la fournissent aux juges, et il développe sa pensée : « J'ai exercé les fonctions de magistrature et je demande à tous ceux qui comme moi avaient trouvé leur instruction dans les provisions de leur office si ce ne sont pas les avocats qui nous apportent la nourriture de chaque jour... Les rapports sont pour la plupart préparés par des avocats, et il est trop vrai de dire que ce sont les roues d'acier qui font aller les aiguilles d'or. Ainsi les juges pour les 9/10^e des affaires sont des jurés et jugent, comme le feraient les jurés peu instruits sur des lumières qui ne sont point à eux mais qui sont recueillies. » On aurait pu répondre que la science de l'avocat, excellente pour éclairer des juges, sinon très doctes, du moins instruits des principes généraux de leur art, aurait souvent pour effet d'égarer complètement des jurés trop peu avertis pour dégager du système capiteux du défenseur l'enseignement utile de la plaidoirie.

Il n'y a donc pas de bonne raison pour justifier

la prétendue impraticabilité du jury civil; par contre un puissant motif milite en faveur de leur établissement, Duport nous l'a déjà exposé, tous les défenseurs du jury y reviennent : il faut empêcher le juge de substituer sa volonté personnelle à celle de la loi, ce qui sera toujours à craindre si le juge statue à la fois sur le droit et sur le fait. « Le pouvoir d'appliquer les lois, dit Rœderer, est dans toutes les circonstances le pouvoir d'abuser des lois. Il ne doit donc pas être tiré des mains du peuple. »

Cette peur de l'action personnelle du juge et des entreprises du pouvoir judiciaire hante bon nombre de constituants; chaque opinant, dans une langue imagée et saisissante, dénonce cette oppression que Goupil de Prefeln appelle « le despotisme judiciaire ¹ ». Buzot s'écrie : « L'homme qui deviendra mon juge, deviendra mon maître, je ne veux pas de maître, moi, je ne veux de maître que la loi. » Mais le même Buzot, qui parle avec tant de véhémence, entend que l'on précise la conception que l'on se fait du jury. En effet quelques catégoriques que soient les partisans du jury civil, ils sont embarrassés malgré tout par les difficultés de sa réalisation qui les trouvent indécis et divisés ².

1. *Moniteur*, séance du 7 avril, t. IV, p. 69.

2. Ainsi s'exprime le *Point du jour*, ce même journal qui reprochait à Thouret la position qu'il avait prise vis-à-vis du jury : « M. Barnave ainsi que les orateurs qui l'ont précédé ont célébré l'institution des jurés, mais peut-être eût-il mieux valu prouver la possibilité et la

Quant à lui Buzot ne voit qu'une conception du jury qui puisse donner satisfaction, c'est celle de l'abbé Sieyès. Chapelier est du même avis : le jury de Duport est un rêve, et Robespierre se trompe quand il croit pouvoir aisément séparer la question de droit de la question de fait.

Toute la difficulté s'évanouit avec le plan de l'abbé Sieyès, dont les jurés choisis parmi les hommes de loi, tranchent le litige, statuant à la fois sur le droit et sur le fait. Ce plan qui n'avait pas encore été communiqué à l'Assemblée y comptait déjà de chauds partisans, quatre membres du comité de constitution s'y étaient ralliés ¹.

L'abbé Sieyès va développer les principes de son plan. Dialecticien adroit, théoricien ingénieux, il essaie de réaliser l'union des opinions les plus divergentes sur un système qui prétend résumer les avantages de tous les autres. On considère généralement, dit Sieyès, le jury civil comme une institution bonne en elle-même, mais certains doutent qu'elle soit actuellement praticable, faisant état de la complication et de l'obscurité des lois, de la maladresse et de l'ignorance de jurés

facilité de l'exécution, en présentant un plan d'organisation des jurés. Tout le monde convient du principe, mais tout le monde, ne voyant pas également les moyens d'exécution, il serait à souhaiter que quelqu'un les présentât, et le moyen serait décisif ». *Poini du jour*, n° 263.

1. *Archives parlem.*, t. XII, p. 249 et suiv., séance du 19 mars 1790. Annexe concernant le jury.

pris dans le commun du peuple. Ceux qui raisonnent ainsi situent mal la question, Ils ne savent pas ce que l'on doit entendre par jury. Par là Sieyès entend un corps de citoyens choisis de telle manière que nul ne soit plus propre qu'eux à appliquer la loi à un litige. Evidemment il serait désirable que les pairs du plaideur puissent constituer ce jury, mais actuellement il ne peut en être ainsi : les hommes de loi qui sont à peu près les seuls capables de suivre les affaires judiciaires, sont également les seuls capables de composer le jury. Qu'y aura-t-il de changé ? est-on tenté d'objecter au premier abord. En premier lieu, il y aurait cela de changé que ce seront tous les hommes de loi et non plus seulement ceux ayant la qualité de juge qui siégeront dans le jury. Ensuite siégeront seulement dans le jury, formé des hommes de loi, ceux qui y auront été appelés par le procureur syndic, émanation du peuple. Enfin les parties pourront modifier la composition du jury par une très large faculté de récusation. Clermont-Tonnerre demande la priorité pour le plan de l'abbé Sieyès. L'Assemblée, un moment séduite par l'ingéniosité de Sieyès que certains vénèrent comme un oracle, semble prête à le suivre¹. Mais Thouret veille, la sévère critique qu'il va faire du projet de Sieyès dissipera le prompt enthousiasme de l'Assemblée et la motion de priorité de Clermont-Tonnerre ne

1. *Moniteur*, séance du 8 avril, t. IV, p. 76.

sera plus qu'un incident dans l'ordre de la discussion. Le plan de l'abbé Sieyès, dit Thouret¹ est un système complet. C'est donc l'ensemble de ce système qu'il faut examiner². Thouret ramène ses critiques à plusieurs points capitaux :

1^o Le jury de Sieyès, et c'est là son trait essentiel, tranche à la fois les « questions de fait, questions de droit, questions mêlées de droit et de fait » (art. CXXI du projet). Les jurés n'ont plus dès lors des jurés que le nom, en réalité, ils se comportent comme de véritables juges. On ne trouve plus la possibilité des avantages que les partisans de cette institution lui attribuent, à savoir la séparation du fait et du droit et le jugement des deux questions par des hommes différents.

2^o Thouret reproche ensuite à Sieyès d'enfreindre le principe de la gratuité de la justice, en obligeant le plaideur à opérer un dépôt qui ne lui est pas restitué s'il perd son procès.

3^o Enfin l'organisation judiciaire, conçue par Sieyès est inutilement compliquée, elle coûterait fort cher, serait extrêmement difficile à mettre sur pied, et ses défauts l'empêcheraient d'assurer une bonne justice.

Sieyès établit d'abord une justice primaire à la-

1. Thouret, Proc.-verb., t. XIX, n^o 274,

2. Sieyès avait présenté un plan très détaillé d'une nouvelle organisation judiciaire. Il nous a paru inutile d'en donner une analyse spéciale, la critique de Thouret est suffisante pour en faire connaître les grandes lignes.

quelle seraient déferés les petits procès. Pour la rendre, il y aurait deux magistrats, un lieutenant de police et un lieutenant de justice. Comme il y aurait autant d'établissements de justice primaire que d'assemblées primaires, cela ferait 12.000 officiers de justice. Quelle multitude de petits juges et de petits tribunaux ! Que de conflits de compétence en perspective ! Que d'appels interjetés des jugements que rendraient ces magistrats sans autorité.

Passons à la justice d'assises, elle connaît en premier ressort toutes les causes importantes et elle reçoit les appels des jugements rendus par les officiers de la justice primaire. Il y a dans chaque département un tribunal de douze juges élus par les gens de loi. Ces juges chaque année tiennent dans les districts des sessions d'assises. Leur rôle consiste simplement à présider la session et à diriger le jury qui juge effectivement, statuant sur le fait et sur le droit. Ce jury est obligatoirement composé en majorité de gens de lois. Dans le jury civil ils sont 15 sur 18 et dans le jury criminel 14 sur 27. Tous les gens de loi sont inscrits sur les listes de jurés ; le procureur syndic compose le jury avec des noms choisis sur ces listes, les parties en cause peuvent chacune récuser six membres du jury ainsi formé. Nulle part, dit Thouret, il n'y aura suffisamment de gens de loi pour que le procureur syndic puisse faire un choix effectif et les parties exercer ensuite leur droit de récusation, les mêmes hommes demeure-

ront ainsi membres permanents des jurés, résultat diamétralement opposé à celui que vise l'institution du jury. Ne croit-on pas par ailleurs que le système de l'inscription générale de tous les gens de loi sur les listes de jurés, ne soit appelé à donner parfois des jurés d'un mérite très douteux. Enfin il est un vice capital de ce projet dont l'auteur n'a pas mesuré la gravité les mêmes personnes successivement rempliraient les rôles de défenseur et de juge, une telle situation serait de nature à provoquer certains abus et pour l'homme intègre elle serait intolérable en raison des soupçons qu'elle ferait naître.

Le jury de l'abbé Sieyès, c'était la conclusion de Thouret, n'offrait aucun des avantages espérés du jury, par contre il présentait des inconvénients particuliers très graves. Quant à l'ensemble du système, son extrême et inutile complication devait le faire rejeter.

Impressionnée par cette solide argumentation, l'Assemblée décida qu'il n'y avait pas lieu de délibérer sur la priorité demandée. Restait seul en cause le jury de Duport et de Chabroud. Ce dernier intervient pour montrer que la complication du droit présentée comme un obstacle à l'établissement du jury civil, n'est pas un phénomène nécessaire et normal. Quelle en est la cause ? « J'ai besoin dit Chabroud, d'attention et d'indulgence, car je vais vous dire le secret de mon métier : ce métier n'existe que par l'obscurité de la loi. Ceux qui n'ont pas étudié les lois romaines ne savent pas que 150 lois portent sur la définition des

mots et 3.000 sur l'interprétation des phrases. De commentaires ont encore ajouté leurs visions à cette obscurité et voilà où nous en sommes, car nous avons adopté tout cela ¹ ». Le remède est dans une réforme de tout le droit, alors, dit Chabroud, au grand contentement du peuple les bibliothèques sont diminuées des dix-neuf vingtièmes.

Des voix réclamaient la clôture de la discussion. L'Assemblée fut consultée et l'épreuve ayant été douteuse, le débat continua.

Il semble de plus en plus qu'après avoir obtenu l'adhésion de plus grand nombre en théorie, les jurés ne seront adoptés en fait qu'au criminel.

Garat le jeune, parle pour accuser de façon saisissante ce conflit entre les affirmations doctrinales et l'opportunisme de fait, en distinguant l'ordre permanent vers lequel il faut tendre et le régime de transition par lequel il faut passer.

Si l'on considère l'institution du jury, on constate que son principal avantage est d'affaiblir la puissance du juge et son principal inconvénient de soumettre une opération judiciaire à des hommes qui manquent d'expérience. Mais l'avantage et l'inconvénient ne pèsent pas d'un poids égal dans la balance : « S'il fallait choisir entre des juges moins habiles et des juges envieux qui préféreraient leur autorité à tout : la choix ne

1. *Moniteur*, séance du 28 avril.

serait pas douteux. Un juge peu éclairé mais dont les sentiments sont purs, reçoit de toutes parts la lumière. Un juge qui s'exagère sa qualité de juge, se renferme dans son orgueil, il croit qu'il est tout, et que les autres hommes ne sont créés que pour être jugés par lui. » La raison veut donc que les jurés soient établis partout. Mais si l'on considère l'état social présent peut-être faut-il ajourner certaines réalisations. Peut-on différer le jury criminel ? Non. On frémit à cette seule idée. Cependant, ce n'est pas, comme le pense Duport, qu'il n'y ait rien de plus simple qu'un fait : « Un meurtre a été commis, le corps sanglant est exposé à tous les regards : ce n'est pas sur ce fait qu'il faut se prononcer. Un homme est accusé, est-il coupable ? Voilà la question. Pour marcher à travers les ténèbres dont les coupables s'enveloppent, il n'y a d'autres guides que les indices. Parmi toutes les opérations de l'esprit, il n'y en est pas qui exige plus de raison et de logique. L'indice se dérobe aisément à l'esprit le plus attentif, le plus méthodique, le plus éclairé. » Le jury criminel devra sinon comprendre des gens de loi du moins ne renfermer que des hommes éclairés. Au civil, cette condition ne suffirait pas : pour déterminer le fait, il faut connaître la loi, et tous ceux qui ne sont pas légistes l'ignorent. Le jury civil composé de tous les citoyens, doit donc être ajourné jusqu'à la réforme des lois. Mais en attendant on pourrait confier au juge, comme cela se faisait à Rome, le soin de dresser une liste des citoyens aptes

aux fonctions de jury ; la liste les jurés civils comprendrait tous les hommes de loi ¹. Les jurés civils de Garat eussent été recrutés comme ceux de Sieyès ; ils se fussent comportés comme de véritables jurés en ne statuant que sur la question de fait ².

Le système de Duport avait peu de partisans sans réserve parmi les adeptes du jury civil, déjà il semblait avoir partiellement perdu la faveur de l'assemblée quand Tronchet vint lui porter un coup très rude. Tronchet est un adversaire déterminé du jury. Il ne croit même pas qu'au criminel le jury représente la garantie de la justice ; la publicité de la procédure et du jugement, l'assistance de l'avocat sont pour l'accusé des moyens bien plus précieux. Mais sur ce point il se sent en désaccord avec l'opinion générale, et pro-

1. Montesquieu semble avoir inspiré Garat. *L'Esprit des Lois*, l. XI, ch. XVIII : « Chaque année le prêteur formait une liste ou un tableau de ceux qu'il choisissait pour faire la fonction de juge pendant l'année de sa magistrature. On en prenait le nombre suffisant pour chaque affaire. Cela se pratique à peu près de même en Angleterre. Et ce qui est très favorable à la liberté, c'est que le prêteur prenait les juges du consentement des parties... »

2. La difficulté de confier les fonctions de juré à des gens ignorants du droit apparaissait à des représentants de l'opinion avancée. Voyez : *Lettre de Marat contenant quelques réflexions sur l'ordre judiciaire*. Marat parlant de l'établissement du jury distingue : « Quant au criminel, cet établissement est le vœu de la nature et de la raison... Quant au civil, je doute que la société retire des avantages de la suppression des tribunaux, je doute même que le nouveau régime puisse avoir lieu, à moins que les jurés ne soient tirés d'une classe particulière de citoyens qui aient fait des études convenables et acquis les connaissances nécessaires... »

voquer un revirement serait chose impossible¹. Aussi tous les efforts de Tronchet tendent seulement au rejet du jury civil.

Le jury de Duport, dit Tronchet, est la reproduction du jury anglais s'il peut convenir à nos voisins d'outre-manche, il est impraticable chez nous, où les conditions sont différentes. En Angleterre la preuve testimoniale est toujours admise, en France la preuve écrite est généralement exigée. En Angleterre, les actions ont chacune leur formule particulière, et de là découle que le jugement du jury anglais porte toujours sur un point simple et unique. En France, les questions de fait sont mêlées aux questions de droit. Voici une donation : on ne demande pas si la donation a eu lieu ou non, mais si le donateur avait la capacité de donner le donataire celle de recevoir. Pour résoudre ces questions il faut connaître la loi et les principes du droit.

L'abbé Sieyès a essayé d'esquiver cette grave difficulté contre laquelle se brise le système de Duport. « Le juge » ne juge plus, les jurés, pris parmi les hommes de loi, jugent à la fois le fait et le droit. Mais ce système

1. Des erreurs judiciaires retentissantes avaient au cours du XVIII^e siècle profondément ému les esprits. Le jury criminel, réclamé et prôné par Voltaire et les philosophes, avait l'adhésion d'hommes de tendance réformatrice très modérée. Ainsi Calonne, appréciant l'œuvre de l'Assemblée nationale écrit, parlant du jury criminel : « De tout ce que l'Assemblée a fait additionnellement aux cahiers, c'est ce qu'il y a de plus avantageux au public, et ce qui honore le plus ses délibérations ». Calonne : *De l'état de la France présent et à venir*, Paris, 1790.

a un premier défaut déjà relevé par Thouret : il met en branle une foule énorme. Il faut 18 personnes pour former un jury civil et 27 pour former un jury criminel. Si vous leur imposez l'obligation d'être en fonction pendant un mois, ce qui est déjà beaucoup, le mois suivant il faudra les remplacer. Où trouver une foule suffisante d'hommes de lois éclairés pour assurer le service du jury ? L'espérance de l'abbé Sieyès est qu'un jour tout citoyen pourra être inscrit sur la liste des jurés quand la réforme des lois aura été opérée et qu'un code unique aura été promulgué, chimère ! « quelque chose que l'on fasse, dit Tronchet, jamais dans un grand empire qui renferme 25 millions d'habitants agités par des passions et des intérêts différents le code ne sera assez simple pour que les particuliers d'une conscience un peu délicate se permettent de juger¹ l'art de juger ne sera jamais à la portée de la multitude. »

Mais laissant là ces développements c'est au principe même du jury que Tronchet va s'en prendre. L'idée du jury, dit Tronchet, c'est que la justice est mieux

1. Cette proposition était de nature à choquer l'opinion répandue alors de la simplicité naturelle des choses et des institutions non corrompues. *Les Révolutions de France et de Brabant*, n° 24, sur ce point, répondent à Thouret : « Pourquoi a-t-on si fort multiplié les lois ? Ce n'est point comme le dit M. Tronchet parce qu'il est impossible de concevoir une législation simple dans un empire de 24 millions d'hommes, il n'est pas plus difficile de donner une législation simple à 24 millions qu'à une poignée d'hommes. M. Tronchet aurait parlé plus juste, s'il eût dit qu'il est impossible de concevoir une législation simple dans un empire où il y a 200.000 gens de loi.

rendue par des personnes qui ne prennent part aux fonctions judiciaires que d'une manière accidentelle et momentanée que par des gens qui en font leur profession. Tronchet ne voit aucune confirmation de cette thèse. Les jurés, dit-on, c'est le peuple lui-même exerçant le pouvoir judiciaire. Erreur du moment que le peuple ne peut encore exercer le pouvoir judiciaire, les jurés comme les juges qui l'exercent à sa place sont ses délégués. On croit que l'introduction des jurés donnera une justice plus impartiale. Ici Thouret fait une remarque : « On s'est beaucoup appesanti sur l'idée d'impartialité, mais l'impartialité est-elle le seul caractère essentiel au juge ? La justice ne doit-elle pas être aussi éclairée qu'impartiale ? Suis-je moins à plaindre quand je perds ma fortune par l'impéritie de mon juge que lorsque je la perds par la corruption de son cœur ? ». Or sous le rapport et de la capacité et de l'impartialité, les juges de tribunaux permanents élus par le peuple, jugeant publiquement et responsables, vaudront mieux que des jurés assemblés au hasard, se succédant comme un flot qui roule et n'étant ni soutenus par l'amour-propre professionnel, ni contenus par l'opinion publique. Toutes ces considérations pourraient être écartées s'il y avait à craindre que les juges permanents compromissent la liberté publique, mais cette crainte était vaine quand les juges restaient dans la dépendance du peuple et étaient étroitement confinés dans leurs fonctions de juges.

Tronchet fut fort applaudi, on décida l'impression de son discours, la cause était gagnée¹. Duport voulut répondre; l'assemblée lassée ne lui prêtait plus son attention. Deux fois on l'interrompit, on voulait passer au vote. Opiniâtre il continua résumant ses principes en phases tranchantes : les individus en obéissant à la loi obéissaient à la volonté générale et ne cessaient pas d'être libres. Ils ne l'étaient plus quand le juge, jugeant sans le jury et déterminant la question à son gré pouvait substituer sa volonté à la volonté de la loi. Séparer le droit et le fait est une chose difficile, bien juger sans cette opération est une chose impossible. Le peuple a un droit éternel de garder les pouvoirs qu'il peut exercer lui-même, Sans le jury au criminel et au civil, tout ce qui a été fait pour la liberté reste inutile. Irrité de la défaite qu'il pressent, le fougueux apôtre du jury lance cette apostrophe : « Ployez la tête, vous êtes indignes de la liberté ! »

Barère de Vieuzac présente un projet de décret qui porte que les jurés sont établis au criminel dès à présent et que les tribunaux sont constitués de manière à pouvoir admettre les jurés ultérieurement en toute matière.

Freteau critique ce texte de nature à affaiblir le prestige des tribunaux qui jugeront sans le concours des jurés.

1. Proc.-verb., t. XIX, n° 275.

L'assemblée est alors appelée à se prononcer sur les deux questions ainsi présentées :

1^o *Y aura-t-il des jurés en matière criminelle ?*

L'assemblée décrète l'affirmative à une très grande majorité¹.

2^o *Y aura-t-il des jurés en matière civile ?* L'assemblée se prononce pour la négative.

SECTION II.

Les juges seront sédentaires.

Sur la proposition de Chabroud on décida que la troisième question : « La justice sera-t-elle rendue par des juges sédentaires ou par des juges d'assises ? » serait discutée en même temps que la quatrième : « Y aura-t-il deux degrés de juridiction ? » en raison de l'influence que la solution de cette dernière question pouvait avoir sur l'autre.

Chabroud, battu sur la question du jury, recommence la lutte avec une belle opiniâtreté sinon avec confiance pour faire adopter l'ambulance des juges. Il débute

1. L'organisation du jury criminel et la procédure furent déterminées par une loi du 16 septembre 1791. Il ne faut pas oublier que la procédure par juré ne fut instituée que pour le jugement des crimes. Le jugement des contraventions de simple police fut confié aux municipalités et la justice correctionnelle fut attribuée aux juges de paix. Ceci fut l'œuvre des décrets des 19-22 juillet 1791.

en déclarant que c'est avec une grande timidité qu'il entreprend de défendre une cause qui lui paraît jugée d'avance. Le député du Dauphiné montre qu'un des premiers avantages de l'ambulance des juges serait de porter la justice au peuple des campagnes qui serait dispensé de l'aller chercher dans les villes : tandis que le tribunal permanent siégerait au chef-lieu d'une circonscription judiciaire assez étendue, obligeant les plaideurs à venir à lui, les juges ambulants iraient tenir des assises au cœur même des campagnes. Et cet argument était fait pour émouvoir l'assemblée qui croyait à la vertu foncière de l'homme des champs et s'attendrissait chaque fois que l'on évoquait le laboureur et ses utiles travaux. Les tribunaux permanents développaient ce mal que sont les procès, ils constituaient des foyers de chicane en réunissant en un même lieu une foule d'hommes de loi, gens qui « avec de bonnes intentions....mais par un attrait irrésistible, par le penchant de la mauditerobe, vexeront encore les peuples et seront encore le fléau de la société ». Ainsi s'exprimait cette défiance non seulement du pouvoir judiciaire mais du personnel auquel trop d'abus provoqués par la cupidité avaient valu une fâcheuse renommée.

L'assemblée entendit de Landiné qui combattit la thèse de Chabroud avec des considérations de philosophie et d'histoire un peu nébuleuses, elle voulait passer au vote. Deux députés proposèrent alors

de préciser ainsi la question : « Les tribunaux de première instance seront-ils sédentaires ? »

Garat l'aîné fit une critique piquante et forte de l'ambulance des juges qui fut jugée sans aménité par l'opinion avancée¹.

Le juge vagabond venant juger « en poste et en bottes » n'était guère fait pour inspirer la confiance ni pour la mériter. Où trouverait-il au milieu des distractions continuelles des voyages le recueillement nécessaire à sa fonction ? Comment pourrait s'exercer sur lui un contrôle de l'opinion publique qui ignorerait tout de lui ? Supposant qu'il garde les vertus privées « chose difficile avec l'ambulance » il n'en recevrait pas l'accroissement de prestige qu'elles devraient lui conférer. Quant à l'impartialité que l'on représente comme le fruit le plus précieux de l'ambulance, Garat doute qu'elle soit bien assurée par ce procédé. « Vous verrez, dit l'astucieux méridonial, s'il est impossible que les juges au cours de leurs voyages trouvent dans des lieux où ils s'arrêteront d'aimables solliciteuses prêtes à assaillir leur impartialité échauffée par le voyage. » Il fallait se souvenir des intendants qui offraient le modèle de juges ambulants. L'Assemblée décida que les juges de première instance seraient sédentaires. On aborda la question de l'appel. La discussion sur ce point capital de l'organisation judi-

1. *Révolutions de France et de Brabant.* — *Le Point du Jour* n° 289.

ciaire fut brève. Les votes émis par l'assemblée avaient déconcerté les partisans des conceptions extrêmes de Duport et de Chabroud. Ainsi Barnave, maintenant que le jury civil et l'ambulance des juges avait été rejetés déclarait nécessaire un second degré de juridiction où on en appellerait des jugements des premiers juges sujets à la partialité. Les avantages de l'appel furent mis en lumière par Pison du Galland : le juge de première instance est plus circonspect quand il sait que ses jugements sont exposés à être réformés par un tribunal supérieur. Le juge, voyant dans l'appel une sorte de dénonciation d'erreur, examine la cause avec un soin particulier.

De la Rochefoucault et Pétion de Villeneuve parlèrent contre l'appel. Ni Duport, ni Chabroud ne montèrent à nouveau à la tribune pour renouveler l'anathème qu'ils avaient lancé à l'institution de l'appel. On se souvient de leurs griefs : l'appel était contraire au principe de l'égalité des justiciables qu'il rompait au profit du riche ; il supposait l'existence de tribunaux supérieurs qui constituaient une menace politique.

L'assemblée décréta qu'il y aurait deux degrés de juridiction en matière civile. Il restait à décider si les juges d'appel seraient ambulants ou sédentaires. Sur cette question, Thouret se séparait du comité. Celui-ci proposait d'établir des cours supérieures de 20 juges dont le ressort comprendrait 4 départements.

Thouret, au contraire, instituait dans chaque département un tribunal d'appel comprenant 3 juges sédentaires auxquels se joindraient 3 juges étrangers pour la tenue de grandes assises. Il craignait que les cours supérieures établies sur un vaste ressort territorial ne renouassent la tradition politique des parlements, d'autre part il trouvait que la justice devenait trop éloignée des justiciables quand il devait l'aller quérir hors de son département.

Tronchet répondit à Thouret. Il montra en praticien clairvoyant et précis que les avantages attendus de l'ambulance des juges étaient illusoires. On exagérait beaucoup l'intérêt qu'il y a à rapprocher le plaideur de la justice : le plus souvent le plaideur ne vient pas dans le lieu du tribunal où sa présence n'est pas nécessaire. On n'avait pas songé aux retards fréquents que le système de la justice rendue dans des sessions d'assises était appelé à occasionner : dans un tribunal permanent on juge un procès pendant qu'un autre est à l'instruction. Avec des assises annuelles le procès, qui serait prêt à être jugé quinze jours après le départ des juges, devrait attendre l'année suivante. Croit-on par le moyen de l'ambulance assurer l'impartialité des juges ? Il faut souhaiter des juges probes et ne pas avoir à compter sur cette inopérante précaution car « si le juge, n'est point intègre, observe Tronchet, vous aurez beau le faire changer de lieu, la séduction qui saura pouvoir l'atteindre, le suivra au galop. » Au

juge l'impartialité ne suffit pas, il faut encore des lumières, dit Tronchet, revenant sur une idée qu'il a déjà exprimée; ses lumières, ses études antérieures les lui procurent sans doute, mais il est des cas où le juge le plus instruit est obligé de consulter des livres, et l'orateur ajoute avec une pointe d'humour : « Mais, qu'ai-je dit des livres ? on prétend qu'il faut les brûler tous... quant à ceux que vous aurez rendus inutiles, j'en ferai volontiers le sacrifice, mais je demande grâce pour quelques autres, parce que je leur dois le peu que je vauх, je n'aurai jamais de confiance dans un juge qui viendra décider de ma fortune en portant toute sa science en croupe sur son cheval. »

L'assemblée décida que les juges d'appel seraient sédentaires. Sur la question de l'appel et sur celle des tribunaux permanents, le comité l'emportait encore et sans difficulté. On maintenait l'institution des tribunaux sédentaires et permanents condamnée par Montesquieu et Condorcet¹. Bien plus on établissait une hiérarchie de tribunaux avec des cours supérieures jugeant en appel. Mais quelques mois plus tard lors de la discussion des titres de la loi, l'assemblée reviendra sur sa décision, et rejettera l'établissement de tribunaux supérieurs pour instituer les tribunaux de district juges d'appel les uns par rapport aux autres.

1. Montesquieu, l. XI, ch. VI, *De la constitution d'Angleterre*; Condorcet, *Essai sur la constitution et les fonctions des Assemblées provinciales*, t. VIII, art. VI, justice et police, p. 494.

SECTION III

L'institution des juges

Les questions soulevées par l'institution des juges, la durée de leur pouvoir, le mode de leur nomination surtout ne furent pas résolues sans de longs et ardents débats. En ces matières où les considérations politiques passaient au premier plan, l'assemblée cessa d'abonder dans le sens du comité qu'elle avait suivi jusqu'alors, et les partisans des systèmes avancés prirent une petite revanche de leurs précédents échecs.

Il s'agissait d'abord de décider si les juges seraient nommés à vie ou à temps. D'André, Buzot, Roederer refirent le procès de l'inamovibilité : des magistrats assurés de garder leur place jusqu'à la fin de leur vie seraient inclinés à négliger l'étude et à s'endormir dans une paresseuse routine. Les tribunaux dont la composition ne changerait que lentement acquerraient chacun une mentalité propre et formeraient des jurisprudences particulières, ce qui serait contraire à la distribution d'une bonne justice. Il y avait un danger politique dans l'inamovibilité, les juges ne tarderaient pas à se considérer comme propriétaires en quelque sorte de leur charge ; ils seraient une classe séparée du reste de la nation animée par l'ambition d'étendre ses prérogatives, il faudrait alors redouter une coalition

du pouvoir judiciaire avec le pouvoir exécutif en vue de faire échec à la volonté populaire¹

On proposa d'admettre l'inaéquivocité avec un correctif; au bout d'un certain temps les juges seraient soumis à un scrutin d'épreuves, seraient destitués ceux dont les 2/3 ou les 4/5 des électeurs auraient demandé la révocation. L'assemblée ne s'arrêta pas à ce moyen terme. Elle décréta que les juges ne seraient élus que pour un temps déterminé; un juge à vie qui n'aurait plus rien à craindre ni à espérer du peuple était un personnage effrayant !

Après un court débat il fut décrété que les juges sortant de charge pourraient être réélus. Garat l'aîné s'était opposé à l'adoption de cette disposition. Il restait dans la logique de ses principes. Tenant en défiance la voix du peuple, il craignait que l'espoir d'une réélection n'enlevât au juge élu son indépendance vis-à-vis des électeurs².

1. Mably avait développé cette thèse dans l'étude de l'histoire de France à M. le prince de Parme : « S'il arrivait que sous prétexte d'avoir des juges plus éclairés on proposât de rendre perpétuelles les magistratures de vos cours il faudrait repousser ce projet comme pernicieux et contraire au bien public. La corruption ne se perpétue point dans ces tribunaux toujours renouvelés comme dans ceux où les mêmes juges exercent leur magistrature pendant toute leur vie. On ne s'y fera point une jurisprudence de routine qui n'est propre qu'à ruiner l'autorité des lois. Des magistrats qui ne sont en place que pendant un an ou deux n'ont pas un esprit de corps auquel on sacrifie les intérêts de la justice et n'imaginent point des prétentions ou des prérogatives particulières », Œuvres complètes, t. VIII, p. 177; voir également, t. XII, p. 55 et 59.

2. Garat eût pu invoquer l'autorité de Mably dans ce passage : « Qu'il ne soit jamais permis de continuer un magistrat dans ses

Barnave soutint que la possibilité de réélire les juges assurerait l'excellence de leur recrutement; on pouvait surprendre une fois la confiance du peuple, on ne pouvait le tromper deux fois.

Il fallait maintenant fixer la durée des fonctions des juges, et le débat reprit à nouveau entre les partisans de l'inamovibilité et ceux des magistratures temporaires. Il fallait dit Milcent, pour que les fonctions judiciaires fussent briguées par des hommes de mérite qu'elles pussent remplir une carrière; un avocat sérieux ne se résoudrait pas à abandonner son cabinet et sa clientèle pour occuper une magistrature de quelques années: 10 années paraissaient une durée convenable. De Clermont-Tonnerre dit des choses pareilles, Garat l'aîné vint à la rescousse avec sa verve accoutumée: « On a voulu longtemps des juges ambulants, dit-il, eh bien, vous aurez des juges volants. »

D'André réfuta cette thèse: la judicature ne devait pas être une profession si l'élection aux fonctions judiciaires était pour un homme de loi une distinction honorable. A sa sortie de charge, s'il avait mérité la confiance du peuple il serait sûr de retrouver sa clientèle accrue.

Chabroud donna son opinion en se plaçant sur le

fonctions quand le temps de sa magistrature est expiré. Cette règle ne doit souffrir aucune exception: il ne faut pas même y déroger en faveur d'un Aristide, d'un Camille ou d'un Scipion ». *Op. cit.*, t. XII, p. 60.

terrain des principes. Les juges, quoi que l'on fasse constitueraient toujours «une classe alarmante». Réduire la durée de leur magistrature c'était diminuer leur influence. Il ajoutait qu'en établissant une courte durée des fonctions judiciaires on permettrait à un plus grand nombre de citoyens de les remplir ; quatre ans lui semblaient un temps convenable.

L'Assemblée rejeta le terme de quatre ans puis celui de dix ans ; elle adopta celui de six ans.

Alors commença la discussion de cette question : « Les juges seront-ils élus par le peuple et institués par le roi ? » qui avec celle du jury civil fut la plus ardemment débattue.

Goupil de Prefeln et d'André suivant une méthode heureuse qu'aimait pratiquer l'Assemblée demandèrent la division de la question. Leur idée fut acceptée, et l'Assemblée à l'unanimité décréta, statuant sur la première des trois questions précises qu'elle avait à trancher, que les juges seraient élus par le peuple. Apparente unanimité : les défenseurs du pouvoir exécutif se résignaient à admettre un principe qu'ils n'étaient pas en état de heurter de front avec des chances de succès. Ils espéraient, après cette concession, pouvoir plus facilement obtenir une solution conforme à leurs désirs des deux questions qui se posaient : le roi pourrait-il refuser l'institution aux juges élus par le peuple ? aurait-il à exercer un choix entre plusieurs candidats désignés par les électeurs ? Dans la

discussion ces deux questions furent débattues simultanément.

Les orateurs des deux partis vont y soulever tour à tour la question constitutionnelle du nombre des pouvoirs de l'Etat et de leurs rapports, et la question politique du système qui assurera le meilleur recrutement des juges en les plaçant sous l'influence du peuple et du roi. C'est à raison de l'intérêt politique qui s'y rattache, que le problème, en réalité, passionne l'Assemblée; les principes constitutionnels fournissent aux uns et aux autres des arguments qu'ils développent mais un seul des opinants s'est-il déterminé d'après ces seuls principes ? Mougins de Roquefort, qui le premier parle contre le système qui donnerait au roi une part effective dans la nomination des juges fixe la physionomie que conservera le débat : le pouvoir exécutif distinct du pouvoir judiciaire ne doit avoir aucune prise et aucune influence sur ce dernier pouvoir. C'est l'argument d'ordre constitutionnel. Mougins le fait suivre de l'argument politique : confier le choix des juges au roi, qui ne connaîtrait pas les candidats, ce serait le confier aux ministres qui donneraient la préférence au plus intrigant et au plus bas adulateur ¹.

1. Condorcet « ... On ne choisit, on ne nomme réellement que les gens que l'on a pu connaître, dont on a pu comparer le mérite avec celui de leurs rivaux. Ainsi le droit du prince n'est que celui de remettre ce choix en d'autres mains... ». *Essai sur la constitution et les fonctions des Assemblées provinciales*, t. VIII, p. 498.

Barnave parla avec force contre le système de la participation du roi à la nomination des juges. Ce système ne trouvait son principe que dans la vieille maxime féodale qui faisait du roi le chef et le dispensateur de la justice : il n'avait pas de justification dans un gouvernement libre. Il n'y avait aucun argument à tirer des principes de la distribution des pouvoirs. Admettons, disait Barnave, que le pouvoir judiciaire soit une partie du pouvoir exécutif, il ne s'en suit pas que le chef de l'exécutif doive instituer les juges, l'administration est évidemment subordonnée au pouvoir exécutif ; cependant les administrateurs ne tiennent leur pouvoir que du corps électoral. « Le peuple, concluait Barnave, source unique de tous les pouvoirs, peut les subordonner comme il veut et les instituer de même. »

Garat l'aîné et de Cazales combattirent pour l'autre thèse. Ils firent valoir le principe de la subordination du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif. Puis, la justice était rendue au nom du roi ; cela impliquait qu'au roi devait appartenir l'institution des juges. Cazales ne manqua pas d'invoquer une autorité vénérée, celle du « citoyen de Genève » qui par hasard était d'accord avec lui¹.

1. Rousseau, *Considérations sur le Gouvernement de la Pologne*, ch. VIII, Du Roi : « Les rois sont les juges nés des peuples, c'est pour cette fonction qu'ils ont été établis, et quand ils ne veulent pas la remplir eux-mêmes, la nomination de leurs substituts en cette partie est de leur droit parce que c'est toujours à eux de répondre des jugements qui se rendent en leur nom. La nation peut, il est vrai, leur donner des assesseurs et le doit quand ils ne jugent pas eux-mêmes. »

La critique méprisante que les partisans du peuple adressaient au choix du roi, les amis du roi la faisaient du suffrage populaire. Il fallait que le roi pût corriger les erreurs de l'élection. « Puisque l'Assemblée nationale, dit Cazales, a décrété que le pouvoir judiciaire repose sur le peuple, sur cette base qui n'est qu'intrigue et élection, il n'est qu'un moyen : c'est de présenter trois sujets au roi. L'activité de l'intrigue sera suspendue : l'individu qui voudra se faire élire craindra de consacrer sa fortune à corrompre les suffrages, à acheter les électeurs ¹. »

Chabroud pensait qu'après avoir, par le rejet du jury civil, placé le pouvoir judiciaire entièrement dans la main des juges, il serait dangereux de mettre ceux-ci dans la main du roi. Le roi représentait le pouvoir exécutif pouvoir qu'il fallait, si l'on voulait préserver la liberté, affaiblir et déconcentrer.

L'abbé Maury releva aussitôt la déclaration de Chabroud sur la nécessité qu'il y aurait à diminuer l'autorité du pouvoir exécutif en le divisant : le propre du gouvernement monarchique était l'unité du pouvoir exécutif, pouvoir qui se trouve morcelé dans le gouvernement républicain. L'assemblée voulait-elle ainsi fonder la République sans en prononcer le mot, conservant un roi dont elle ferait un sorte de pensionnaire ? ²

1. *Moniteur*, séance du 5 mai.

2. Thiers voit dans cet argument d'ordre constitutionnel, la seule raison vraiment déterminante en faveur de la nomination des juges par le roi : « ... la seule raison à donner à l'Assemblée qui était dans l'intention de faire une monarchie, c'est que la royauté, successivement dépouillée de ses attributions, devenait une simple magistrature, et l'Etat, une république.

Mirabeau répondit à Maury, pour affirmer l'inanité des distinctions tranchées que l'orateur de la droite établissait en théorie entre le gouvernement monarchique et le gouvernement républicain : « Tous les bons gouvernements ont des principes communs; ils ne diffèrent que pour la distribution des pouvoirs; les républiques en un certain sens, sont monarchiques; les monarchies en un certain sens sont républicaines. » Sur la question de l'institution des juges, Mirabeau refuse de donner son avis « je n'ai pas participé aux délibérations des précédentes séances, soit par défiance en mes lumières, soit parce que je m'étais formé d'autres idées sur cette matière, convenables à d'autres temps, à d'autres circonstances, je n'ai voulu relever que cette grande erreur que la division du pouvoir exécutif est le caractère du gouvernement républicain. »

Malouet, parlant en faveur de la participation du roi à la nomination des juges, alla chercher de nouvelles armes dans l'arsenal des principes constitutionnels. Donner au peuple seul l'institution des juges, non seulement c'était établir la démocratie, mais c'était encore dépouiller la nation prise en tant que personne collective, car on ne pouvait attribuer à des sections du peuple des droits qui n'étaient susceptibles d'appartenir qu'à la nation toute entière.

Barnave n'eut pas de peine à répondre que la nation en communiquant à des sections le pouvoir d'élire des

juges n'agirait pas autrement qu'elle l'avait fait en donnant à des sections le pouvoir d'élire des députés pour tout le royaume.

Et Barnave évoluant dans le domaine des principes constitutionnels, définissait de cette façon ingénieuse, le rôle du pouvoir exécutif : il était à côté du pouvoir législatif pour faire exécuter la loi, décision générale, et à côté du pouvoir judiciaire, pour faire exécuter les jugements décisions particulières. Puis, laissant là la théorie et ses subtilités Barnave revenait aux considérations politiques qui donnaient à la discussion son animation passionnée. Le choix conféré au roi entre 2 ou 3 candidats présentés par le peuple serait un système plus funeste encore que celui qui ferait nommer les juges purement et simplement par le roi : « Les citoyens, dit Barnave, qui auront la noble ambition d'être juges seront obligés de se faire deux visages, l'un pour se montrer devant le peuple avec les vertus populaires, avec un caractère loyal, l'autre pour se présenter devant un ministre, devant les subalternes, devant une femme. Quel est l'homme fier et libre qui se mettra sur les rangs, s'il est obligé, après avoir reçu l'honorable distinction de la confiance du peuple d'aller mendier la distinction vile du ministre ? » Vraiment les ministres sont tenus en faible estime, et le régime constitutionnel qui laissait une autorité même réduite à des hommes sur l'intégrité desquels planaient de si fâcheux soupçons renfermait un germe de malaise

•

et de conflit qui le condamnait à disparaître¹. Le discours de Barnave fit une forte impression sur l'assemblée².

Roederer parla longuement contre la participation du roi à la nomination des juges. Il fallait séparer complètement le pouvoir exécutif du pouvoir judiciaire. C'est Montesquieu qui en avait affirmé la nécessité.³ La tradition même de la monarchie était dans ce sens : l'inamovibilité avait rendu les juges indépendants du roi. Si la séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif n'était pas commandée par la nature des choses, il eût fallu l'établir quand même,

1. *Qu'étiez-vous ? Qu'êtes-vous ? Qu'allez-vous devenir ?* Réflexions sur le projet d'organisation du pouvoir judiciaire présenté à l'Assemblée nationale par le Comité de constitution. « Tous les articles du titre I sont très sages, je n'en excepte que l'article 2, sans doute les juges doivent être institués par le roi et il doit même avoir la faculté de refuser celui qui est présenté pour juge... mais ce serait occasionner une multitude de courses, de démarches et d'intrigues que de mettre deux juges dans le cas de concours. Comme il est impossible au roi de connaître tous les citoyens ce ne serait pas lui qui ferait cette élection, mais les subalternes et celui des deux concurrents qui verserait le plus d'argent ou qui aurait le plus de protection serait toujours préféré ».

2. *Correspondance de Lindet*, p. 152, « La cause fut près d'être perdue avant hier (5 mai), hier elle manqua d'être gagnée; aujourd'hui elle va être décidée. Elle a été débattue, je le dirai, avec la fureur du désespoir. Le quartier de la salle qui défend, dit-il, la prérogative royale, était hier menaçant. Il fut écrasé par les raisonnements de M. Barnave. Cité par Lebègue : Thouret, *La vie et l'œuvre d'un constituant*.

3. Montesquieu. *Esprit des lois*. L. VI, ch. V. : « Dans les Etats despotiques, le prince peut juger lui-même. Il ne le peut dans les monarchies : la constitution serait détruite... la crainte s'emparerait de tous les esprits, on verrait la pâleur sur tous les visages, plus de confiance, plus d'honneur, plus d'amour, plus de sûreté, plus de monarchie. »

car le pouvoir législatif serait menacé s'il ne trouvait en face de lui qu'un seul autre pouvoir concentrant dans ses attributions l'action et la juridiction. Rœderer terminait en posant ce dilemme : ou la nomination des juges par le roi n'aura aucune influence sur le pouvoir judiciaire, à quoi bon la réclamer alors avec tant d'insistance et comment l'appeler « le ciment de la constitution ? » ou elle aura une portée réelle : en pareil cas, les juges cesseront de n'avoir d'autre guide que leur conscience et ils recevront leurs inspiration de la cour.

Rœderer fut applaudi avec transport. On réclamait la clôture; Goupiln de Préfeln proposa une solution transactionnelle : le roi pourrait en donnant les motifs refuser d'instituer un candidat élu par le peuple, mais un recours pourrait être exercé contre ce refus devant la cour supérieure de justice.

Cazales parla le dernier sur ce sujet qu'il avait déjà développé quelques jours auparavant. Il le fit avec une éloquence enflammée. On avait parlé de l'arbitraire ministériel et de la corruption des cours; Cazales parla des erreurs et des passions populaires qui, à toutes les époques, avaient provoqué des agitations désordonnées et inspiré des crimes : Socrate, Solon, Lycurgues, étaient des témoignages accablants. Dans une péroraison véhémence, Cazales pressait l'assemblée de sauver la monarchie en maintenant au pouvoir exécutif son unité nécessaire. Ce discours provoqua

dans les rangs de la gauche, de violents mouvements de désapprobation¹. Quand Cazales descendit de la tribune, ses amis s'empressèrent; l'abbé Maury l'embrassa.

La discussion est fermée. On met aux voix la question : « Le roi aura-t-il le pouvoir de refuser son consentement à l'admission d'un juge ? » L'assemblée à une majorité peu considérable mais très déterminée² décrète la négative. Elle décide ensuite à la majorité de 503 voix contre 450 « que les électeurs ne présenteront au roi qu'un seul sujet. »

A la séance suivante, presque sans débats, l'assemblée décréta que le juge élu par le peuple recevrait du roi une lettre patente scellée du sceau national. Il n'y avait là qu'une forme sans portée destinée à affirmer le lien unissant le roi à la justice.

APPENDICE

Après avoir suivi les débats au cours desquels furent fixés les fonctions des juges, la durée de leurs pouvoirs et leur mode de nomination, plus sommairement nous examinons dans cet appendice, l'institution du ministère public et l'organisation des nouveaux tribunaux; nous continuerons à observer l'ordre de la discussion

1. *Le Point du Jour*, n° 295.

2. *Moniteur*, séance du 8 mai, t. IV, p. 308.

sauf, à réunir parfois la discussion des questions générales du plan de Barère et la discussion subséquente du titre de la loi qui est la mise en œuvre du principe consacré par un vote antérieur de l'assemblée.

1^o LE MINISTÈRE PUBLIC

Après avoir résolu le problème capital de l'institution des juges l'assemblée fut saisie de cette question : « Le ministère public sera-t-il entièrement établi par le roi ? » La discussion fut brève. Chabroud parla pour démontrer que les fonctions du ministère public devaient être exercées par un agent du pouvoir exécutif : « Je fuirai le lieu où le premier individu, disait Chabroud, aurait le droit de m'accuser au nom du peuple : ce serait le moyen le plus sûr d'attenter à la liberté individuelle. » Ayant ainsi reconnu la nécessité de remettre les fonctions du ministère public à un magistrat qui représenterait le pouvoir exécutif, l'assemblée peu logique mais guidée par son habituelle défiance vis-à-vis de ce pouvoir, décida que les membres du ministère public seraient institués à vie. C'était dans une certaine mesure les faire échapper à l'autorité du pouvoir exécutif duquel ils étaient appelés à recevoir des ordres et qu'ils avaient pour fonction de représenter.

En août, lors de la discussion du titre de la loi consa-

cré au ministère public, les principes posés en mai furent en partie écartés. Thouret demanda que les fonctions d'accusateur public fussent détachées de celles du ministère public pour être confiées à un magistrat élu par le peuple. « Donner à un homme nommé par le gouvernement la fonction d'accusateur disait Thouret, ce serait mettre toutes les plaintes à la seule disposition du ministre, de ses favoris de ses courtisans. » Tantôt il y aurait à craindre son action pour inquiéter les bons citoyens, tantôt il faudrait déplorer son inaction pour couvrir les coupables. Malgré Chabroud, le point de vue de Thouret triompha : les fonctions du ministère public furent démembrées. Cette séparation de l'action et de la réquisition, à un point de vue que l'assemblée n'avait pas envisagé, contenait un principe heureux : le commissaire du roi n'étant plus l'organe de la poursuite, pouvait parler avec une impartialité très grande, se prononçant sans préjugé dans le sens indiqué par la loi et la justice¹.

2^o LES TRIBUNAUX

1^o *Le tribunal de Cassation.* — « Y aura-t-il un tribunal de cassation ou des grands juges d'assises ? » Tout le monde était d'accord pour admettre l'affirmative.

1. Hiver, *Histoire critique des institutions judiciaires de la France de 1789 à 1848*.

L'assemblée était convaincue de la nécessité d'établir un tribunal suprême qui contrôlerait l'application de la loi par les divers tribunaux et assurerait l'unité de la jurisprudence. Par le recours en cassation on réprimerait les écarts du juge, selon l'expression de Barnave, on mettrait obstacle à ce que les juges « fussent maîtres de la justice ». Aussi sans opposition, l'assemblée décréta que les jugements en dernier ressort pourraient être attaqués par la voie de cassation.

Cette institution n'était pas faite pour grandir le pouvoir judiciaire, mais pour le contenir. Aussi ne fallait-il pas qu'elle devint inquiétante par sa grande autorité et les abus qu'elle pourrait en faire. « Un tribunal de révision, disait Barère de Vieuzac, est un malheur, mais un malheur nécessaire. » Pour limiter le mal des partisans des systèmes les plus démocratiques : D'André, Barnave, Chabroud proposaient de diviser le tribunal de cassation en sections ambulantes. On discuta pendant trois séances sur la question de l'ambulance des juges de cassation. Tronchet intervint encore : il montra que si le tribunal était divisé en sections ambulantes jugeant séparément, l'institution manquerait son but qui était de maintenir l'unité de jurisprudence. L'assemblée convaincue décréta que les juges de cassation seraient tous sédentaires ¹.

1. Deux députés, Robespierre et de Saint-Martin avaient prétendu que la fonction du tribunal de Cassation relevait du pouvoir législatif. « Aux législateurs, dit Robespierre, appartient le pouvoir de veiller au maintien des lois et d'interpréter les lois douteuses ». « L'ami

Le 29 mai l'assemblée décréta « que les juges qui connaîtraient de la cassation seraient tous sédentaires. »

Le 13 août, la discussion fut reprise. Le comité proposait d'établir une chambre générale de cassation à Paris, et six chambres sédentaires dans les provinces qui auraient un rôle d'instruction. L'assemblée rejeta cette conception et décida que le tribunal de cassation serait unique, ce qui entraîna l'ajournement du titre relatif au tribunal de cassation qui fut organisé par la loi du 27 novembre-2 décembre 1790.

2^o *Des tribunaux d'exception en matière d'administration et d'impôts.* Le comité de constitution prévoyait la création d'un tribunal administratif. Chabroud combattit cette conception, il proposait de remettre la connaissance du contentieux administratif aux tribunaux ordinaires. La question fut ajournée, elle ne devait pas recevoir de solution.

du peuple » approuvait cette proposition : « Connaître de l'infraction aux lois pour les maintenir est une des fonctions essentielles du corps législatif. Hé ! que deviendraient les lois s'il n'y avait pas un seul moyen d'en assurer l'observation contre les atteintes du pouvoir exécutif intéressé à les anéantir, et les atteintes du pouvoir judiciaire intéressé à les violer. Il importe donc souverainement, pour conserver sa puissance que le corps législatif connaisse seul de l'infraction portée aux lois, qu'il les explique lorsqu'elles sont obscures et qu'il en poursuive la vengeance lorsqu'elles ont été méconnues ou méprisées... ». Le système de Robespierre eût été une application de la règle *cujus est condere ejusdem est interpretari*. En matière d'interprétation législative, cette règle risquerait d'avoir de fâcheux résultats.

3^o *Les tribunaux de Commerce*. Ils sont la seule juridiction d'exception maintenue par l'assemblée. Leur utilité fut contestée : ils rompraient, dit Goupil de Prefeln « cette belle unité » que l'ordre judiciaire allait offrir, à l'image de la constitution, ils feraient surgir des conflits de compétence. Mais les juridictions consulaires étaient populaires¹. On fit observer qu'elles procuraient aux commerçants une justice prompte, économique, équitable, qui rappelait par bien des côtés le jugement par jurés. Le 17 mai l'assemblée décréta à l'unanimité qu'il y aurait des tribunaux particuliers pour les affaires de commerce.

Le titre relatif aux juges de commerce fut voté sans débats le 11 août. Chaque tribunal était composé d'un président et de 5 juges élus. Sa compétence allait en dernier ressort jusqu'à 1000 livres.

4^o *Les tribunaux de districts*. L'article 10 du titre « des juges en général » fixe les conditions d'aptitude aux fonctions judiciaires : 30 ans d'âge, 5 ans de pratique comme juge ou comme homme de loi auprès d'un tribunal. Cet article n'avait pas passé sans soulever de vives objections. De Folleville et d'André avaient réclamé l'admissibilité de tous les citoyens aux fonctions judiciaires sans conditions de capacité

1. Montesquieu en avait vanté les avantages, l. XX, ch. XVIII.

L'assemblée, malgré la défiance dans laquelle elle tenait les gens portant la maudite robe, écoutant la voix de la sagesse et de la prudence, et sans doute se souvenant aussi que les gens de loi emplissaient ses rangs, leur réserva le monopole des fonctions judiciaires.

La discussion du titre « des juges de district » donna lieu à de longs débats au cours desquels l'assemblée revint sur des points qu'elle avait déjà réglés pour leur donner des solutions nouvelles.

L'article premier qui instituait un tribunal dans chaque district, subit des critiques. Sentez lui reprocha de multiplier inutilement le nombre des tribunaux. on créait des sortes de justices de villages dont le recrutement serait difficile, sur lesquelles l'opinion publique, indifférente ou trop peu instruite n'aurait pas d'influence. L'assemblée ne se rendit pas à ces arguments.

Il s'agissait de fixer le nombre des juges composant les tribunaux de district. On estima qu'il fallait au préalable déterminer leur compétence. On sait que l'assemblée avait décrété en mai que l'institution de l'appel serait maintenue, et que les juges d'appel seraient sédentaires. Le comité de constitution proposait donc d'établir des cours supérieures de justice ayant pour ressort plusieurs départements. Mais Péthion, le 20 juillet, remit tout en question. Il proposa de faire porter l'appel d'une sentence

d'un tribunal de district devant un autre tribunal de district choisi par les parties en cause suivant une certaine procédure. Par ce moyen, les cours supérieures de justice perdaient leur raison d'être, et l'on évitait de rétablir « la hiérarchie si impolitique et si dangereuse des tribunaux¹ ». Chabroud vint à la rescousse. Il évoqua encore le souvenir impopulaire des parlements. Il vanta à l'assemblée éprise de simplicité et d'harmonie la perfection d'une organisation judiciaire réduite à une classe unique de tribunaux qu'un autre opinant, Pierre Dedelay, célébrera en ces termes admiratifs : « 540 tribunaux, tous égaux en considération, en fonction, continuellement contenus, stimulés les uns par les autres, roulant d'un mouvement égal, uniforme, présentant une belle simplicité d'action et de réaction digne de la plus belle constitution. »

Chapelier objecta que le but de l'appel qui était de soumettre la cause jugée une première fois à un autre tribunal plus éclairé, ne serait pas rempli dans un tel système : on serait exposé à trouver un second juge moins instruit que le premier. Cet argument était impuissant devant un doctrinarisme catégorique qui s'accrochait à ces principes : « Un juge vaut un autre juge ; il n'y a qu'une façon de juger bien ou mal : le juge d'appel est aussi faillible que le juge de première instance. » Dès lors pourquoi instituerait-on l'appel

1. *Moniteur*, séance du 20 juillet, t.^o V, p. 191.

puisque le juge d'appel ne devait pas posséder plus de lumières et inspirer plus confiance que le juge du premier ressort ? C'était uniquement pour procurer au plaideur l'avantage d'un second examen de sa cause : des juges saisis par un appel qui serait en quelque sorte une dénonciation d'erreur, jugeraient le procès avec une attention spéciale. L'Assemblée fit sien ce point de vue et décréta que les juges de district seraient juges d'appel les uns par rapport aux autres.

Le tribunal de district fut composé de cinq juges. Il était compétent pour toutes les causes personnelles et réelles, celles rentrant dans la compétence des tribunaux de commerce et des juges de paix exceptées. Il recevait les appels de ces deux juridictions. Il jugeait en dernier ressort jusqu'à 1000 livres en matière personnelle, et jusqu'à 50 livres de revenu en matière réelle.

L'appel était porté devant un autre tribunal de district choisi librement par les parties, à défaut d'accord entre celles-ci devant un des sept tribunaux voisins : chaque partie excluait 3 tribunaux.

5° *Les juges de paix.* — « Le nom seul de juge de paix a le droit d'intéresser. Ce mot fait bien au cœur, il fait adorer la justice. » Ainsi s'exprime Prugnon parlant des juges de paix, institution empruntée à l'Angleterre. Les auteurs des divers plans étaient d'accord pour la préconiser et elle jouissait à l'assemblée de la

faveur générale. On voyait en elle un grand moyen d'apaisement, une barrière placée entre l'homme des champs et les tribunaux avec leur entourage redouté de gens de loi.

Cependant il y avait des divergences sur la façon de concevoir le rôle des juges de paix. Certains estimaient qu'ils ne devaient avoir aucune attribution contentieuse proprement dite et que leur mission devait être celle d'un arbitre ou d'un conciliateur. Les juges de paix, érigés en petits juges locaux, n'allaient-ils pas rappeler les justices seigneuriales¹ ? Pour Dupont, on dénaturait l'institution en faisant du juge de paix un juge au sens strict du mot. Placer un officier de justice à côté des hommes de la campagne, n'était-ce pas « approcher un flambeau de matières inflammables ». L'assemblée ne s'arrêta pas à ces objections elle donna aux juges de paix une juridiction contentieuse. Le juge de paix connaissait de toutes les actions personnelles et mobilières sans appel jusqu'à la valeur de 50 fr. à charge d'appel jusqu'à la valeur de 100 fr. Ils connaissaient en outre de certains litiges dont la solution était jugée ne pas offrir de difficulté, quelque fut l'intérêt en jeu.

Les juges de paix étaient élus, leur magistrature durait deux ans. En même temps on nommait des notables chargés de remplir auprès d'eux les fonctions

1. *Qu'étiez-vous ? Qu'êtes-vous ?*, op. cit.

d'assesseur. On n'exigeait pas des juges de paix d'autre condition que trente ans d'âge : pour trancher des litiges sommaires, les règles simples de l'équité, pour ces hommes justes et droits qu'avaient désigné la confiance publique, valaient mieux que des connaissances juridiques.

Le juge de paix, à côté de ses attributions contentieuses, avait encore une mission de conciliation à remplir dans toutes les causes quelle que fût leur importance. En pareil cas, il formait avec ses assesseurs le bureau de paix. Aucune cause ne pouvait être portée devant le tribunal de district sans qu'un essai de conciliation ait été tenté devant le bureau de paix. Cette institution est tombée quelque peu en désuétude ; dans la faible mesure où elle fonctionne, elle donne des résultats heureux, cependant il paraît que dans les temps qui suivirent l'établissement des bureaux de paix on fut déçu en constatant la stérilité de leurs efforts¹.

Le titre X qui réglemente le bureau de paix s'occupe encore du tribunal de famille, autre institution destinée « à balancer la maligne influence des causes qui provoquent les plaideurs². » Les contestations entre parents proches devaient être portées devant le tribunal de famille, et le tribunal de district pouvait seulement être saisi de l'appel de la sentence de cette

1. Seligman, *La justice en France pendant la Révolution*, Paris, 1901.

2. Thouret, séance du 5 août.

juridiction familiale. Ce tribunal de famille, trop proche des parties pour être impartial, trop ignorant du droit pour résoudre avec sûreté les difficultés juridiques qui se présentaient, n'eût d'autre effet que de retarder et rendre plus compliqué l'accès des tribunaux ordinaires sans fournir le moyen de s'en passer.

Toujours dans le même esprit fut conçu le titre de l'arbitrage qui fut placé en tête de la loi du 16-24 août. L'article premier est ainsi conçu : « L'arbitrage étant le moyen le plus raisonnable de terminer les contestations entre les citoyens, les législatures ne pourront faire aucune disposition qui tendrait à diminuer, soit la faveur, soit l'efficacité des compromis. »

Nous mentionnerons brièvement en terminant les principes généraux affirmés et développés dans le titre II « Des juges en général ». Ces principes, qui sont les fondements de toute l'organisation judiciaire moderne furent consacrés sans opposition. Ainsi furent proclamés : la gratuité de la justice, la séparation des pouvoirs et des fonctions, la publicité des débats, l'égalité de tous devant la justice, le droit de tout citoyen de défendre lui-même sa cause.

Les tribunaux n'ont plus aucune part au pouvoir législatif. Ils transcrivent les lois purement et simplement sur un registre, c'est tout ce qui reste du droit d'enregistrement. Les juges ne peuvent intervenir dans les opérations des corps administratifs à peine de forfaiture; ils ne peuvent citer devant eux les administrateurs à raison d'actes de leurs fonctions.

CONCLUSION.

Il n'est pas douteux que dans la lutte entre les partisans des transformations complètes de l'organisation judiciaire et ceux des idées de réformation modérée, la victoire chèrement disputée est restée aux derniers. Marquons les positions : le jury civil et l'ambulance des juges, institutions de nature à réduire à l'extrême limite l'influence du pouvoir judiciaire à la fois en diminuant la fonction du juge et en supprimant les tribunaux sont rejetés. Si sur ces points capitaux les vues du comité ont triomphé, il n'en reste pas moins que son plan n'est adopté qu'après avoir subi des modifications notables. On conserve aux juges la plénitude de leurs attributions naturelles, mais on les place dans une dépendance étroite du peuple en les soustrayant tout à fait à l'influence du pouvoir exécutif : ainsi l'inamovibilité est repoussée comme dangereuse, le juge sera élu pour un temps assez court, le pouvoir exécutif ne donne aux can-

didats qu'une investiture forcée sans avoir à exercer un choix entre plusieurs candidats présentés par le peuple, sans pouvoir écarter un sujet élu qui n'aurait pas sa confiance. Sur la question des tribunaux d'appel, en décidant que les tribunaux de district seraient juges d'appel les uns par rapport aux autres, pour éviter la création de Cours supérieures de justice, l'Assemblée a repoussé la hiérarchie des tribunaux et abondé dans le sens de Chabroud et Duport. En enlevant l'exercice des actions au ministère public représentant du pouvoir exécutif, des tribunaux elle a relâché à l'extrême les liens de ce pouvoir avec la justice.

Il faut rechercher comment on a abouti à ces résultats. Nous l'avons déjà fait observer : les constitutants, lorsque s'ouvrit le débat sur l'organisation judiciaire n'avaient point pour une bonne part d'opinions arrêtées sur les moyens d'établir le nouvel ordre, et par là s'expliquent à la fois leurs hésitations lorsqu'il s'agit de choisir entre les systèmes en présence, la faveur qu'ils semblent marquer à tous, et leurs prompts enthousiasmes vite apaisés quand une voix contraire nouvelle se fait entendre.

Mais chez ces gens ainsi hésitants et divisés sur la question des moyens à adopter, existe une inspiration commune. Ils ont été témoins des mêmes désordres ; sur les choses et les gens ils portent les mêmes jugements ; ils ont dans l'esprit et dans le cœur le même idéal. Ces aspirations se ramènent à quelques idées générales qui

nous semblent résumer la mentalité du législateur constituant appliqué à la solution des problèmes de l'organisation judiciaire :

1^o *La crainte du pouvoir judiciaire.* — On redoute de le voir sortir de ses attributions naturelles pour troubler l'ordre constitutionnel de l'Etat. On veut posséder de très fortes assurances qu'à l'intérieur de son domaine propre il remplira très exactement ses fonctions; on veut éviter ces maux que sont la légèreté et la partialité des juges. On veut enfin que la justice soit un élément de paix dans la société et qu'elle ne cultive pas les procès que sa mission est de prévenir, de concilier et de terminer.

2^o *Méfiance vis-à-vis du pouvoir exécutif.* — Il semble que les ministres du roi ne feraient qu'un usage mauvais des pouvoirs qui seraient laissés au roi concernant l'administration de la justice. On favoriserait les moins dignes, on préparerait avec la complicité du personnel judiciaire, des machinations contre la liberté publique et la constitution.

3^o *Croyance à l'excellence du suffrage populaire et de la participation directe du peuple, à l'administration de la chose publique.* — Cette croyance procédait de Rousseau. Le peuple ne peut vouloir que son intérêt véritable. Que lui-même fasse ses propres affaires

toutes les fois que la chose est possible; qu'autrement il nomme des délégués temporaires tenant leur pouvoir de lui seul.

4^o *Croyance à la simplicité naturelle des choses, à la bonté primitive des institutions.* — Cette croyance empruntée à la philosophie du XVIII^e siècle est profonde. Elle s'enveloppe d'une poésie naïve et l'évocation de l'âge d'or produit un effet d'attendrissement. Chez les encyclopédistes, cette idée de nature est unie à celle de raison¹. Ces deux idées sont rapprochées sans se heurter, bien plus elles se prêtent un mutuel appui; la raison soumet à une critique sévère les institutions existantes compliquées et incohérentes, elle n'en laisse rien subsister, et reconstruisant d'après les données simples elle croit se trouver d'accord avec les hommes d'autrefois dont les institutions sommaires semblaient le fruit de leur naturel bon sens.

Pourquoi donc, partant des données que nous avons examinées, les hommes de la Constituante n'ont-ils pas adopté d'enthousiasme et sans réserve le système de Duport et de Chabroud avec le jugement par les pairs, l'ambulance des juges? Ces institutions en effet introduisaient le peuple même dans l'ordre judiciaire, ruinaient l'influence des juges, supprimaient les corps judiciaires, faisaient échapper le plus sûre-

1. Louis Ducros, doyen de la Faculté des lettres de Montpellier, *Les encyclopédistes*, Paris, 1900.

ment la justice à l'action délétère du pouvoir exécutif. C'est que tout imbus qu'ils fussent de la métaphysique politique de Rousseau, ces législateurs que l'on a accusé d'idéologie, étaient restés près des réalités. Leur clair esprit français ne leur permettait pas d'oublier que la première qualité d'une bonne justice est d'être rendue facilement et promptement par des gens éclairés, et leur longue expérience personnelle les empêchait de concevoir l'illusion que le jugement par des jurés ignorants du droit, la tenue d'assises périodiques par des juges ambulants étaient les moyens d'obtenir une bonne justice. Il fallait ajourner la réalisation d'un idéal auquel les faits n'auraient pu se plier. Après avoir ainsi fait, et à contre cœur en somme, la part des exigences pratiques en repoussant le jury civil et les assises, en réservant aux juristes les fonctions judiciaires, on tirait exactement les conséquences des principes que nous avons énoncés et ainsi on faisait élire par le peuple seul, des juges institués à temps, on confiait à un magistrat élu l'exercice des actions publiques, on proscrivait les tribunaux supérieurs.

Portant maintenant un jugement sur l'œuvre de la Constituante, il nous semble que cette œuvre dans les conditions politiques et sociales du moment trouve une pleine justification.

Les Constituants n'avaient-ils pas raison de craindre les écarts du pouvoir judiciaire ? L'histoire leur conseillait la prudence. La justice n'avait jamais été séparée

de la politique. Les tribunaux avaient jadis été un des plus précieux instruments dont s'était servi la monarchie française en lutte contre la Féodalité et contre l'Eglise qui avaient démembré sa souveraineté. Le droit de ressort, la prévention, les cas royaux, armes subtiles maniées par les juristes avaient progressivement établi la suprématie de la justice royale. Plus tard ces juristes qui avaient acquis de l'importance grâce aux services qu'ils avaient rendus à la monarchie profitèrent de la confusion des fonctions et des institutions au sein de l'Etat pour s'arroger des droits politiques et jouer le rôle de régulateur de la monarchie dans les périodes de crise. S'appuyant sur des données historiques tendancieusement accommodées à leurs prétentions ils allaient jusqu'à affirmer vers la fin de l'ancien régime, que le vrai souverain en France était la nation et que les Parlements tenaient la place de ce souverain. Pouvait-on croire que cette magistrature d'hier si profondément pénétrée de son importance et si persévérante dans ses desseins, ne tenterait pas de prendre sa revanche suivant ses méthodes faites à la fois d'audace et de temporisation.

Abstraction faite du point de vue politique, on avait raison encore de redouter la terrible puissance du juge qui dispose de la vie, de l'honneur et de la fortune des individus. Certaines erreurs évoquaient des souvenirs sinistres : le supplice de Calas témoignait de la prévention et de la légèreté coupables de grands juges

inférieurs à leur délicate mission. Rien de plus honorable et de plus nécessaire que cette préoccupation d'assurer l'impartialité du juge et de régler les opérations de justice de façon à ce que les précautions contre l'erreur soient multipliées.

Enfin, d'un autre point de vue encore il fallait réagir contre l'esprit des gens de loi qui arrivaient à oublier qu'ils existaient pour la société et non que la société travaillait pour les entretenir¹. Il fallait combattre les effets de cette déplorable déformation professionnelle.

La même défiance se comprenait vis-à-vis du pouvoir exécutif comme vis-à-vis du pouvoir judiciaire ; les mêmes précautions s'imposaient. Le roi et les ministres devaient être tentés de reconstituer leur autorité désormais limitée et amoindrie, comme les membres des anciennes corporations judiciaires de retrouver leur situation prestigieuse d'hier. Aussi l'élection des juges par le peuple sans aucune participation du pouvoir exécutif était le meilleur moyen de conjurer ces menaces.

Le suffrage populaire, considéré comme un procédé presque infailible et adopté pour le recrutement de la généralité des fonctions publiques était un article de

1. Berryer père regrette le temps où à Sainte-Menehould, ville de 3.000 âmes, il existait six juridictions et un nombreux personnel d'auxiliaires de justice. « C'était, dit Berryer, autant de carrières ouvertes à nombre de familles qui vivaient honorées par les fonctions publiques ». Cité par Seligman, p. 65.

foi de la religion politique nouvelle. Il fallait laisser à l'expérience le soin d'indiquer sa valeur vraie et de déterminer le domaine où son application présente plus d'avantages que d'inconvénients. Du reste, si l'on considère les résultats donnés par le système électif après la promulgation de la loi des 16-24 Août, on constate que dans l'ensemble ils démentirent les craintes que l'on aurait pu concevoir. A Paris le choix des électeurs se porta sur des jurisconsultes éminents, un certain nombre d'entre eux appartenaient à la Constituante et avaient contribué à fixer les lignes du nouveau régime judiciaire. Citons parmi les 28 juges titulaires : Duport, Thouret, Target, Treilhard, Tronchet, Bigot-Préameneu, Oudart, Hérault de Séchelles. Comme le dit M. Picot « l'élite des électeurs de Paris avait élu du premier coup l'élite des jurisconsultes ¹. » Les élections départementales furent peut-être moins remarquables; en certains endroits la politique joua un rôle fâcheux et des intrigants purent se hisser aux magistratures. Mais, dans l'ensemble, les électeurs furent assez bien inspirés et donnèrent leur confiance aux membres les plus dignes des anciens tribunaux ².

Quant à cet amour de la simplicité et à cette tendance à tout organiser d'après un plan rationnel, ils étaient une réaction nécessaire contre un état de

1. Picot, *La réforme judiciaire*, 1831, p. 28.

2. Douarche, Notes sur la justice et les tribunaux à Agen pendant la révolution, *Rev. d'hist. de la Révolut. française*, septembre 1892.

choses établi par le hasard des temps, sans ordre, sans suite, où rien n'avait été soumis à une critique éclairée. Il fallait rompre complètement avec ce passé auquel tant d'habitudes et d'intérêts étaient attachés et reconstruire d'une main sûre, pénétré de la valeur d'un nouveau principe que fournissait opportunément la raison et la loi naturelle.

Les points de vue de la Constituante nous paraissent pleinement justifiés eu égard aux conditions politiques et à l'esprit public d'alors, après l'avoir reconnu nous serons plus libre pour critiquer les institutions qui furent établies ou proposées alors, et mieux placés pour distinguer ce qui en elles n'avait qu'un intérêt momentané.

La première des institutions à laquelle l'Assemblée constituante donna la vie, est le jury criminel. A cette époque, il apparaissait comme la protection la plus sûre de la liberté individuelle. Thouret, en termes éloquents, mais dont la vérité était contestable, avait parlé de la déformation que subit le juge de profession statuant au criminel : tout accusé est pour lui un coupable, il se détermine sans hésitation d'après les indices d'une force douteuse. Ce danger nous paraît moins redoutable que celui des entraînements d'un jury sujet aux passions, trop sensible à l'éloquence, malhabile à peser la valeur des preuves, enclin à se faire selon la nature du délit ou la qualité du coupable un préjugé favorable ou défavorable à celui-ci. Avec Tronchet

nous ne verrions pas dans le jury criminel une institution nécessaire d'un peuple libre. Son utilité réelle à notre point de vue est de faire accepter plus facilement par l'opinion certains verdicts susceptibles de choquer son sentiment. Supposons quel'acquittement de l'assassin de Jaurès ait été prononcé par des juges de carrière, que de colères se fussent amassées contre le tribunal ! Avec le jury le mécontentement populaire ne trouvant que des citoyens anonymes à qui s'en prendre restait dirigé contre une décision et non contre des hommes, et ainsi il devait s'apaiser plus vite. Comme l'a dit un magistrat « A notre époque, il n'y a que le jury qui puisse porter le poids des condamnations capitales »

Pour le jury civil cette considération ne pouvait valoir : un procès civil ne met pas en jeu les mêmes intérêts. Nous avons vu que l'assemblée ne rejeta le jury civil qu'après une longue discussion qui mit en lumière les nombreux obstacles à son fonctionnement. Les critiques adressées au jury civil pouvaient se ramener à quatre chefs : 1^o la séparation du fait et du droit est impossible; 2^o le jury civil faute de lumière, d'éducation, serait incapable de juger équitablement et impartialement; 3^o le fonctionnement du jury civil nécessiterait une législation uniforme et simplifiée; 4^o la fonction de juré serait une lourde charge pour les citoyens appelés à la remplir. Cent trente ans se sont écoulés depuis lors; bien loin de

perdre leur portée, ces critiques ont gagné plus de poids encore.

La séparation du fait et du droit est toujours une opération difficile à réaliser. Elle aboutit à une complication et à une perte de temps : pour trancher un litige il faut que deux catégories de personnes soient appelées à statuer successivement au lieu que les mêmes suffisent à tout. Il faudrait pour que cet inconvénient considérable pût être accepté qu'il fut le prix d'avantages précieux.

Or la valeur du jugement par les jurés est plus que douteuse. Il n'est pas vrai que le juré soit plus impartial que le juge rendu par l'habitude de juger, indifférent aux situations personnelles. Le juré de la meilleure foi du monde tendra à s'ériger en législateur, à apprécier les situations d'après son sentiment intime, à substituer aux principes du droit une notion d'équité qu'il a formée lui-même et qui a pour résultat l'arbitraire. Quant à l'habileté du juré, elle sera évidemment inférieure à celle du juge professionnel. Que l'on ne croit pas que cette qualité soit superflue et qu'il suffise pour bien juger un fait de posséder le bon sens vulgaire et d'avoir l'esprit droit : déterminer un fait est une opération difficile, elle consiste à apprécier des preuves à critiquer des témoignages à relever des indices, à raisonner, à imaginer. Pour réussir dans ces opérations il faut un esprit sagace et circonspect, assez souple pour changer de point de vue, assez libre

pour abandonner une hypothèse qui lui avait paru séduisante : il faut encore un certain tact que la pratique fait acquérir. On peut songer à faire état en faveur du système du jury de ce qui se passait à Rome : la distinction du *jus* et du *judicium* représentait la distinction du jugement du fait et du droit : le juge qui statuait en opérant les vérifications indiquées dans la formule délivrée par le magistrat, était un juré. Que l'on n'oublie pas les différences qui séparent la société romaine d'avec nos sociétés modernes : en premier lieu, les rapports économiques et le commerce juridique n'offraient ni l'étendue ni la complexité qu'ils présentent aujourd'hui. Ensuite, le citoyen romain libéré grâce au travail servile du souci du pain quotidien était souvent, rompu aux pratiques judiciaires autant qu'un homme de loi d'aujourd'hui : la justice était les affaires publiques auxquelles il consacrait sur le *forum* tout le temps qu'il ne donnait pas à sa maison. Dans les temps heureux où l'asservissement des forces naturelles procurera à l'humanité toute entière les avantages de l'esclavage antique, et où le commun des citoyens sera restitué à la vie de la cité, alors la question pourra être reprise.

Les Constituants espéraient qu'avec la réforme et l'unification de la législation, le code des lois acquerrait une simplicité qui le rendrait accessible à tout. Leur espérance a été déçue : les transformateurs économiques, le développement du commerce national

et international, l'accroissement des richesses ont rendu la science du droit plus complexe et plus difficile qu'elle ne l'était jadis. La complexité des lois est fonction de l'activité d'un peuple et de son degré d'avancement. Il faut l'accepter comme un fait inéluctable.

Et dans nos sociétés où la spécialisation des fonctions tend tous les jours à recevoir une application plus étroite, la charge du jury civil serait insupportable aux citoyens pour lesquels leurs occupations professionnelles sont suffisamment absorbantes; ils verraient dans le service du jury non une honorable fonction publique, un devoir social à remplir, mais une rebutante corvée qu'ils chercheraient à esquiver. Que l'on songe au grand nombre de procès civils qui sont débattus chaque année, on mesurera la difficulté qu'il y aurait à pourvoir les jurys de gens qui font pleinement confiance aux juges professionnels et n'ont pas la moindre ambition de faire la moitié de la tâche de ces derniers.

Qu'on laisse donc le jury civil aux Anglais qui y sont habitués, la France n'en sent nullement le besoin. Les véritables raisons qui eussent pu le faire adopter en 1790 étaient des raisons politiques. Robespierre qui le réclamait alors dira quelques années plus tard à la Convention : « Si l'établissement des jurés au civil avait paru d'un grand intérêt autrefois c'était moins par sa nature que par la position où l'on se trouvait en sortant de l'oppression des corps judiciaires : il

faut raisonner devant l'état actuel des choses : le jury ne serait qu'une complication dangereuse et une charge inutile pour le peuple. » Le jugement de Robespierre est encore d'actualité.

Une autre condition que l'Assemblée fit sagement de répudier est l'ambulance des juges. Il faut compter sur l'intégrité du juge, si l'on en était réduit à utiliser de pareilles précautions pour s'assurer de l'honnêteté du juge, il faudrait désespérer de la justice.

La nomination des juges par l'élection populaire est un système que des considérations spéciales pouvaient recommander en 1790 mais qui paraît bien défectueux. Les qualités d'un juge ne sont pas celles que le peuple peut connaître. Le souci de se concilier les suffrages est de nature à faire perdre au juge les qualités d'indépendance, de fermeté et d'impartialité qu'il peut avoir.

Considérons les tribunaux institués par la Constituante; la valeur de leur conception est attestée par ce fait que malgré les changements de régime, peu de modifications y ont été apportées.

Le tribunal de cassation est resté ce que la Constituante l'a fait. La justice de paix, le tribunal de district ont subsisté.

Le recrutement de ces tribunaux a seul changé : la nomination par le pouvoir exécutif a remplacé l'élection.

Les tribunaux d'appel proposés par le Comité mais écartés par les préventions du temps sont venus

se placer plus tard au-dessus des tribunaux d'arrondissement.

Pendant tout le cours du xix^e siècle il fut question de la réforme de la justice et de l'organisation judiciaire. Le sujet fut débattu par des hommes politiques éminents, des projets furent élaborés. Presque tous leurs auteurs vont chercher leur inspiration dans les discours des Constituants et des Conventionnels; l'extension de la procédure par juré aux affaires civiles et l'élection des juges sont les principales réformes qu'ils réclament. Il nous semble, et cela ressort de ce que nous avons exposé, que leur point de vue est erroné. Les idées de la Constituante ont exprimé les aspirations et les besoins d'une époque bien différente de la nôtre; c'est un tort de leur attribuer une valeur transcendante. Ce tort fut celui des générations républicaines qui nous ont précédé : pour elles les principes de la grande Révolution, les établissements révolutionnaires étaient toute la vérité politique et philosophique. Pour savoir dans quel sens il fallait réformer les institutions, il fallait interroger les grands ancêtres, répéter leurs gestes; refaire ce qu'ils avaient fait, achever ce qu'ils avaient commencé. Maintenant que le recul du temps permet de juger les choses avec une plus grande liberté d'esprit et que la révolution n'a plus à être défendue contre ses anciens adversaires, ce dogmatisme révolutionnaire n'aurait plus d'excuse. Il ne serait plus qu'une manière de traditionalisme, tradi-

tionalisme plus fâcheux que tous les autres parce que se réclamant de l'idée de révolution qui est contraire à celle de tradition, il se fonde sur une antinomie. Ce n'est pas qu'à un certain point de vue il n'y ait quelque chose à garder de l'héritage des hommes de 1789. Ce quelque chose, infiniment précieux, c'est une tradition purement spirituelle. Elle signifie : pensée et action, foi dans l'avenir, culte d'un idéal, désintéressement pour échapper à l'emprise des habitudes et des égoïsmes, courage pour les vaincre. Ce sont ces qualités rares qui permirent aux Constituants de rénover un vieux monde. A cause d'elles ils forcent encore notre admiration alors que leurs principes et leurs établissements devenus insuffisants et surannés s'en vont tous les jours battus par le flot des idées nouvelles. Dans tous les domaines les réformateurs marqueraient une incompréhension parfaite des réalités actuelles en subissant passivement l'autorité des précédents révolutionnaires. Pour améliorer la justice, c'est l'expérience du dernier siècle qui est le plus propre à suggérer des combinaisons heureuses : pour ce qui est des tribunaux, la réduction de leur nombre et le système du juge unique, pour ce qui est des juges, un recrutement offrant plus de garanties, un mode d'avancement et une situation plus avantageuses qui les libèrent des influences politiques nous semblent des solutions intéressantes. Mais c'est plus encore la procédure et l'organisation des auxiliaires de la justice qui ont besoin d'être

profondément transformées pour que le principe de la gratuité de la justice solennellement proclamé par la révolution, principe dont la valeur n'a pas passé cesse de paraître une amère ironie.

Mais laissons là l'élection des juges par le peuple et le jury civil. On a dit, exprimant peut-être mal une idée vraie : les morts gouvernent les vivants. Nous ne nions pas l'influence profonde du passé, mais nous entendons que dans la **république des générations**, la génération actuelle, solidaire de celles qui l'ont précédé et de celles qui la suivront, reste autonome. Il ne faut pas que les tombeaux envahissent les campagnes fertiles, il ne faut pas que les ombres en proclamant taboues toutes les idées de leur siècle retrécissent le domaine de la pensée. Que l'historien fasse servir les morts aux vivants, mais qu'il n'asservisse pas les vivants aux morts !

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu le président de la thèse,

R. PIÉDELIÈVRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie

de Paris,

APPEL.

BIBLIOGRAPHIE

- La Bruyère.** — *Les caractères*, Paris, Garnier, 1865.
- Voltaire.** — Œuvres complètes.
- Condorcet.** — *Essai sur la Constitution et les fonctions des Assemblées provinciales* (1788), t. VIII.
- Mably.** — Collection complète (15 vol.), Paris, an III.
- Montesquieu.** — *L'Esprit des Lois.*
- Rousseau.** — Œuvres complètes. V. D. Musset Pathay.
- Ducros.** — *Les Encyclopédistes*, Paris, 1900.
- Boiteau.** — *Etat de la France en 1789*, 2^e édit., Paris, 1889.
- Edme Champion.** — *La France d'après les cahiers de 1789*, Paris, 1897.
- De Tocqueville.** — *L'Ancien régime et la Révolution.*
- Calonne.** — *De l'état de la France présent et à venir*, Paris, 1790.
- Bridrey.** — *Cahiers de doléances du baillage de Cotentin.*
- Sée et Lesort.** — *Cahiers de la Sénéchaussée de Rennes*, 4 vol.
- Thiers.** — *Histoire de la Révolution française*, 13^e édit., Paris, 1872.
- Lebegue.** — *Thourel, la vie et l'œuvre d'un constituant*, thèse, Faculté des lettres, Paris, 1910.
- Seligman.** — *La justice en France pendant la Révolution.*

Douarche. — Notes sur la justice et les tribunaux à Agen pendant la Révolution, septembre 1892, *Rev. d'hist. de la Révol. française.*

Baudoin. — De l'administration de la justice suivant les Cahiers de 1789, *Revue d'Hist. de la Révol. française. Journal des Débats.*

Le Point du jour.

Les Révolutions de France et de Brabant.

Lettre de Marat contenant quelques réflexions sur l'ordre judiciaire.

Qu'éliez-vous ? Qu'êtes-vous ? Qu'allez-vous devenir ? Réflexions sur le projet d'organisation du pouvoir judiciaire présenté à l'Assemblée nationale par le Comité de constitution.

Guyot. — *Répertoire universel de jurisprudence*, Paris, 1784-1785, 17 vol., in-4°.

Isambert. — *Lois anciennes.*

Archives Parlementaires.

Procès-verbal de l'Assemblée nationale, imprimé par son ordre, Baudoin, Paris.

Gazette nationale ou Moniteur universel, réimpression.

Picot. — *La réforme judiciaire*, 1881.

Hiver. — *Histoire critique des institutions judiciaires de la France de 1789 à 1848.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE. — L'ancien ordre judiciaire :	
Les Cahiers	15
DEUXIEME PARTIE. — L'œuvre de la Constituante.	26
CHAPITRE PREMIER. — Les systèmes en présence	26
SECT. I. — Le projet du Comité de constitution	27
SECT. II. — Les systèmes de Duport et de Chabroud	34
CHAPITRE II. — Les solutions adoptées	48
SECT. I. — Les pouvoirs des juges. Le rejet du jury civil	48
SECT. II. — Les juges seront sédentaires	68
SECT. III. — L'institution des juges	74
APPENDICE. — 1° Le ministère public	86
2° Les Tribunaux	87
CONCLUSION	97
